



HAL
open science

LA CRISE GRECQUE DANS LA PRESSE DE QUALITE FRANÇAISE

Ioannis Panagiotopoulos

► **To cite this version:**

Ioannis Panagiotopoulos. LA CRISE GRECQUE DANS LA PRESSE DE QUALITE FRANÇAISE.
domain_shs.info.comm. 2013. mem_00982978

HAL Id: mem_00982978

https://memic.ccsd.cnrs.fr/mem_00982978v1

Submitted on 24 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis

**LA CRISE GRECQUE DANS LA
PRESSE DE QUALITE
FRANÇAISE**

Une analyse du discours des quotidiens Le Figaro, Le Monde et
Libération sur la crise grecque

Ioannis PANAGIOTOPOULOS

Sous la direction de M. Jacob MATTHEWS

Master II Médias internationaux, enjeux et pratiques
2012-2013
Session de septembre

Numéro d'étudiant : 11295721

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce mémoire.

Tout d'abord, je tiens à remercier mon directeur, Monsieur Jacob Matthews, pour l'attention et le temps qu'il a accordé à mon étude.

Je voudrais également remercier tous mes professeurs français et grecs qui m'ont offert leurs conseils sur la détermination de mon sujet.

J'exprime ma gratitude à Stamatis Poulidikakos du « Laboratoire de recherche sociale sur les médias » de l'Université Nationale d'Athènes, faculté « Communication et Médias », pour ses informations et son aide au cours de la préparation de ce mémoire.

Je remercie ma « famille » en France : Alexandra, Myrto, Johanna, Eftychia, Evelyn, Elodie, Cécile, Hermione, Alexandre, Stavros, Argyris et Eduardo.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à mes parents, à mon oncle et à mon grand-père pour leur soutien et leur aide plus que précieux tout au long de mon séjour en France.

Ce mémoire est dédié à Christina.

Table de matières

1. Introduction	6
1.1. La crise grecque	6
1.1.1. Rappel des événements de la crise grecque	6
1.1.2. La crise grecque dans la première moitié de l'année 2013	12
1.2. Les journaux de qualité, acteurs politiques indépendants	14
1.3. Problématique	17
1.4. Structuration des réponses - Plan du mémoire	18
2. Le statut des trois journaux pendant la période de la crise grecque.....	19
2.1. Le Figaro.....	19
2.2. Le Monde.....	20
2.3. Libération	21
3. Le cadrage des informations : des approches théoriques à une méthodologie appliquée.....	22
3.1. Principes du cadrage.....	22
3.1.1. Définitions du cadrage.....	22
3.1.2. Le cadrage comme routine journalistique	23
3.1.3. Le cadrage comme outil de recherche	24
3.2. Notre théorie appliquée.....	26
3.2.1. Nos cadres.....	27
3.2.2. Les acteurs et leur évaluation : un ajout essentiel.....	31
4. Entretiens.....	33
4.1. <i>Le Figaro</i> : entretien avec Philippe Gélie, rédacteur en chef du service international (propos recueillis par écrit)	34
4.2. <i>Le Monde</i> : entretien avec Jérôme Gautheret, rédacteur en chef adjoint du service international.....	35
4.3. Libération : entretien avec Marc Semo, rédacteur en chef du service international.....	37

5.	Recherche sur le corpus des articles.....	39
5.1.	Le corpus de recherche.....	39
5.2.	Présentation de la grille d'analyse	41
5.3.	Présentation des outils de recherche.....	42
5.4.	Résultats.....	43
6.	Conclusions.....	55
6.1.	Le Figaro.....	55
6.2.	Le Monde.....	57
6.3.	Libération	59
6.4.	La presse de qualité française, près de la position officielle de la France	60
7.	Références.....	63
7.1.	Références académiques	63
7.2.	Références journalistiques et autres.....	65
8.	Annexes.....	67
8.1.	Graphiques et tableaux	67
8.2.	Entretiens en entier.....	69

1. Introduction

1.1. La crise grecque

La crise économique et politique grecque ou plus simplement « la crise grecque » est une série d'événements qui sont liés de façon directe ou indirecte à la faiblesse de la Grèce de rembourser sa dette, à partir du mois d'octobre 2009. C'est le premier, et jusqu'aujourd'hui le plus sérieux, cas de crise de dette souveraine à l'intérieur de la zone euro.

Souvent la crise grecque est présentée comme partie de ce qu'on appelle « la crise de la zone euro », un problème systémique de la monnaie unique qui se définit au-delà de la somme des crises de dette souveraines nationales. Nous ne nions pas cette approche mais nous considérons qu'à cause de ses caractéristiques particulières et de son évolution imprévisible, la crise grecque peut être vue également séparément de la crise de la zone euro. Mon origine grecque renforce cette perception et a joué un rôle important lors du choix du sujet de mémoire.

1.1.1. Rappel des événements de la crise grecque

Déclenchée au mois d'octobre 2009, la crise grecque représente la situation la plus difficile que l'Etat grec ait reconnu depuis la dictature des colonels (1967 – 1974). Pendant ces 35 ans de démocratie, la Grèce a été gouvernée de manière successive par la Nea Demokratia (Nouvelle Démocratie, ND), le parti conservatif principal, et le Pasok (Mouvement Socialiste Panhélienique). Membre de l'OTAN depuis 1952 et de l'UE (alors Communauté Economique Européenne) depuis 1981, le pays a développé une stratégie pro-occidentale, pro-européenne.

Tout au long de cette période, le clientélisme, héritage de l'ère Ottomane, était le « principe » de fonctionnement du mécanisme politique, administratif et économique, d'une manière assez idiosyncrasique pour un Etat européen à la fin du XXe siècle¹. Suite à

¹ CHARALAMPIS, D. *Πελατειακές σχέσεις και λαϊκισμός, η εξωθεσμική συναίνεση στο ελληνικό πολιτικό σύστημα* [Clientelisme et populisme, le consensus extra-institutionnelle dans le système politique grec], Athènes, Eksantas, 1989.

l'indication de la CEE, la transition de l'économie nationale d'un modèle basé sur l'agriculture à un modèle basé sur les services et le tourisme a été faite très rapidement. Au moment de la décision de son entrée dans la zone euro à la fin des années 90, le pourcentage de la dette publique par rapport au PIB était déjà supérieur à 100%², bien loin des 60% autorisés par le traité de Maastricht. L'Europe était consciente et dans un certain degré responsable des faiblesses de l'économie grecque.

Dans le contexte de la crise financière mondiale déclenchée aux Etats-Unis en 2008, le Pasok gagne les élections générales du 4 octobre 2009 et Georges Papandréou devient premier-ministre après avoir convaincu une grande partie de l'électorat grec « qu'il y a de l'argent³ », c'est-à-dire qu'il y avait la fluidité suffisante pour que l'Etat alimente l'économie. Le résultat des élections fait partager les 300 sièges du Parlement de cette façon : Pasok 160 sièges, Nea Démocratia 91, Parti Communiste Grec (KKE) 21, LAOS (Alerte Populaire et Orthodoxe, extrême droite) 15 et Syriza (Coalition de la Gauche Radicale) 13. Le premier ministre sortant, Kostas Karamanlis quitte la tête de la Nea Démocratia et au mois de novembre, Antonis Samaras gagne son leadership. C'est le moment où la crise commence.

Octobre 2009 – septembre 2011

Le 20 octobre 2009, le ministre socialiste des finances Grec Georges Papakonstantinou informe ses homologues que le déficit de l'année grecque sera 12,5% du PIB au lieu de 6%, estimation du précédent gouvernement. Le 8 janvier 2010, la Commission européenne constate des modifications intentionnelles des données économiques grecques jusqu'au mois d'octobre 2009. A la fin du mois, le « spread⁴ » des titres grecs de 10 ans dépasse les 300 points de base. Pendant toute cette

² Voir graphique 1.

³ Phrase de Georges Papandréou lors de son discours à l'Exposition Internationale de Thessalonique, au mois de septembre 2009. Elle a été utilisée par ses rivaux politiques pour lui rapprocher qu'il a menti auprès du peuple grec.

⁴ La marge actuarielle ou spread d'une obligation (ou d'un emprunt) est l'écart entre le taux de rentabilité actuariel de l'obligation et celui d'un emprunt sans risque de durée identique. Le spread est naturellement d'autant plus faible que la solvabilité de l'émetteur est perçue comme bonne.

période, les agences de notation⁵ diminuent la crédibilité de la Grèce. Le 9 février et le 3 mars Georges Papandréou annonce deux paquets de mesures d'austérité (un gel des retraites, des baisses de salaires dans le secteur public et une hausse de la TVA, au total 4,8 milliards d'euros) provoquant la première grève générale depuis le début de la crise, le 5 mars.

Le 23 avril, le premier-ministre grec annonce officiellement l'entrée de la Grèce dans le mécanisme/processus de soutien financier, auquel participent la Commission européenne, la Banque Centrale Européenne (BCE) et le Fond Monétaire International (FMI). Dès ce moment-là, ces trois institutions sont désignées par les journalistes et par certains politiciens par le terme : « troïka ». La Grèce devait adopter un deuxième paquet de mesures de 30 milliards d'euro pour prêter 110 milliards sur trois ans.

Malgré l'annonce de l'aide européenne, les agences de notation continuent de diminuer la crédibilité de la Grèce. Le 5 mai, une manifestation mobilisant plus de 200.000 personnes contre l'austérité a lieu à Athènes pendant laquelle trois employés d'une banque meurent à cause d'un incendie. Le Pasok (mis à part trois députés qui sont exclus à la suite de la formation du groupe parlementaire), LAOS et Dora Bakoyannis ont voté pour l'accord. Antonis Samaras, dénonçant les mesures d'austérité comprises dans l'accord, force les députés de son parti à voter contre. Le 8 mai est signé l'accord entre la Grèce et l'UE, et le 10 mai l'accord avec le FMI.

Au mois de décembre 2010, pendant le processus parlementaire concernant les réformes du travail, le Pasok perd encore un député. En même temps, les agences de notation continuent à diminuer la crédibilité de la Grèce. Le 12 mars 2011, le sommet européen décide de prolonger la période de remboursement du prêt accordé à la Grèce et la baisse d'intérêt d'1%. Le 25 mai, la première mobilisation des « Indignés » grecs est organisée sur la Place de Syntagma (Place de la Constitution), devant le Parlement.

⁵ *Fitch, Moody's et Standard & Poors* sont les plus importantes parmi elles.

Le 14 juin, le Pasok perd encore un député, 155 restent. Le lendemain, Georges Papandréou et Antonis Samaras ne réussissent pas à trouver un accord pour former un gouvernement de coalition. Le groupe parlementaire du Pasok décide d'un remaniement ministériel par lequel Evangelos Venizélos est nommé vice président du gouvernement et ministre des Finances. Le 29 juin le Parlement ratifie le nouveau plan d'austérité de 28,4 euros et l'engagement de privatisations massives. Devant le Parlement, d'importantes manifestations ont lieu avec des interventions de la police extrêmement violentes.

Le sommet européen du 21 juillet décide d'attribuer un nouveau prêt vers la Grèce de 158 milliards euros et un plan du type « Marshal » pour stimuler la croissance dans le pays. Pourtant, les agences d'évaluation placent la Grèce en bas de l'échelle de la notation. L'indicatif de la Bourse d'Athènes baisse sous la limite de 1000 points ; la première fois depuis le mois de janvier 1997.

Septembre 2011 – Novembre 2011

Au début du mois de septembre, le groupe des technocrates de la troïka quittent Athènes après un désaccord avec Evangelos Venizélos. Le vice président est forcé de mettre en œuvre des mesures complémentaires et pendant l'Exposition Internationale de Commerce de Thessalonique, il annonce une nouvelle taxe d'urgence sur la propriété immobilière qui serait payée via la facture d'électricité. Le 21 septembre, le gouvernement annonce la baisse du revenu minimum non taxable à 5000 euros par an et de nouvelles baisses des salaires et des retraites des fonctionnaires.

Le 20 octobre, le Parlement passe un nouvel ensemble de lois toujours sous la pression des manifestants. Une députée de Pasok vote contre et devient indépendante. La majorité reste faible (153/300).

Pendant la nuit du 26 au 27 octobre à Bruxelles, le sommet européen prend une décision historique. Les dirigeants des 17 Etats-membres décident une décote de 50% de la dette grecque avec la participation volontaire des créanciers privés selon un processus d'échange des titres (Private Sector Involvement, PSI) et le renforcement du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) à travers lequel le financement de

la Grèce est assuré. L'ensemble des décisions prises par ce sommet concernant la Grèce est nommé comme « le plan de sauvetage du 27 octobre ».

Le gouvernement grec célèbre cette décision mais le peuple ne se sent pas soulagé. Pendant les défilés pour l'anniversaire du « non » grec aux fascistes italiens en 1940, des manifestants protestent contre le gouvernement et les mesures d'austérité. A Thessalonique, pendant le défilé militaire, le Président de la République grecque Karolos Papoulias est forcé d'abandonner la cérémonie sous la pression des manifestants qui le qualifiaient de « traître ».

Le 31 du mois, Georges Papandréou, sans en avoir prévenu ses partenaires européens ni le cabinet, annonce l'organisation d'un référendum pour que le peuple grec déclare son accord sur le plan de sauvetage du 27 octobre. L'annonce du référendum évoque le ras-le-bol de l'élite européenne. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel convoquent Georges Papandréou en urgence à Cannes où le conseil du G20 a lieu pour qu'il donne une explication à cette décision de référendum. Ils exigent que la question du référendum soit si les Grecs veulent continuer à être dans la zone euro.

Le premier-ministre grec change son avis et déclare son intention d'abandonner son poste pour qu'un gouvernement de transition soit formé avec la Nouvelle Démocratie. Le 10 novembre, le Président Karolos Papoulias, Georges Papandréou, Antonis Samaras et Georges Karatzaferis (le leader de LAOS) décident de la formation d'un gouvernement de transition sous l'ancien patron de la Banque Centrale de Grèce et ancien vice président de la BCE, Loukas Papadémos. La mission de ce gouvernement serait de mettre en œuvre le PSI et d'organiser des élections anticipées au mois de février 2012.

Décembre 2011 – Mars 2012

Le nouveau gouvernement, le premier de coalition depuis 1990, met en place le PSI. Le nouveau mémorandum avec la troïka est ratifié par le Parlement grec le 13 février et il comprend un plan d'austérité de 350 millions d'euros (baisse de 22% du salaire minimum, une diminution des pensions de retraite et de nouvelles coupes dans les effectifs de la fonction publique). Au lieu de février, les élections anticipées auront lieu le 6 mai 2013.

Un changement radical de la vie politique grecque

Le résultat des élections législatives-générales⁶ du 6 mai a engendré un bouleversement radical de la classe politique grecque : après 31 ans de dominance politique, dont les 22 au pouvoir, le Pasok tombe à la troisième place ayant un pourcentage très limité (13,18%). La Nea Démocratia arrive première mais son pourcentage très bas (18,85%) est interprété comme une défaite. Syriza, la coalition de la gauche radicale, augmente sa force électorale de façon impressionnante (16,78%) et elle arrive à la position de l'opposition majeure. Le peuple a désapprouvé la politique appliquée et l'ancien bipartisme grec n'existe alors plus. Autre conséquence de la crise sur le plan politique, l'entrée au Parlement du parti néo-fasciste « Chrysi Avgi » (Aube Dorée).

Après un échec de formation de gouvernement de coalition, la date du deuxième tour a été déterminée selon la Constitution grecque : le 17 juin 2013. Dans un environnement de bipolarisation extrême et sous la pression de la troïka pour un gouvernement qui respecterait les accords, la Nea Démokratia gagne mais sans atteindre le pourcentage qui lui permettrait de former un gouvernement toute seule.

Voici le résultat et la répartition des sièges dans le Parlement :

Nea Démocratia : 29,66%, 129/300, Syriza : 26,89%, 71/300, Pasok : 12,28%, 33/300, Anexartiti Hellines (Hellens Indépendants, centre-droite, contre-mémorandum) : 7,51%, 20/300, Chrysi Avgi : 6,92%, 18/300 et Démocratiki Aristéra : 6,25%, 17/300⁷.

Devant l'impasse politique, le Pasok et ce nouveau parti social-démocrate, la Démocratiki Aristéra (Gauche Démocratique) ont formé avec la Nea Démocratia un gouvernement de coalition. L'accord a été basé sur la « re-négociation » du

⁶ Le Président de la République est élu par les parlementaires, le pouvoir exécutif est exercé par le premier-ministre qui est normalement le dirigeant de la majorité dans le Parlement.

⁷Ministère de l'intérieur grec. Document en ligne : [http://ekloges.ypes.gr/v2012b/public/index.html?lang=en#{"cls":"main","params":{}}](http://ekloges.ypes.gr/v2012b/public/index.html?lang=en#{), consulté le 29/08/2013.

mémorandum avec la troïka et la sortie de la tutelle en long terme. Antonis Samaras a été nommé premier-ministre.

Au mois de novembre 2012, le Parlement ratifie un nouveau paquet de mesures de 18 milliards d'euros (des baisses de salaires dans la fonction publique, le recul du départ à la retraite de 65 à 67 ans et de nouvelles coupes dans les retraites et salaires des fonctionnaires)⁸. Suite au remaniement réalisé après la fermeture brutale de l'audiovisuel public (ERT) au mois de juin 2013, la Démocratiki Aristéra quitte le gouvernement.

1.1.2. La crise grecque dans la première moitié de l'année 2013

Au moment où j'écris ce texte, la crise grecque ne figure plus souvent dans les unes de la presse européenne. Le gouvernement de coalition formé après les élections générales 2012 a appliqué les conditions des « mémoranda » de façon plus rapide et plus persuasive que les précédents. En combinaison avec la crise politique en Italie, la crise financière à Chypre et d'autres facteurs, pendant la première moitié de 2013 la possibilité que la Grèce soit exclue de la zone euro se présente comme assez faible.

Malgré le nombre diminué d'articles et reportages qui y sont dédiés et l'impression générale qu'au moins temporellement la zone euro ne se trouve plus au péril, la crise grecque est loin d'être dépassée. Trois ans après le premier mémorandum signé par la Grèce et la troïka, personne ne peut garantir sur le moment où le pays va relancer et reprendre le chemin de la croissance. La cure d'austérité imposée par la troïka et mise en œuvre par les gouvernements grecs successifs depuis 2010 a échoué : le taux de chômage et de la récession ont surpris les technocrates de la troïka et au mois de septembre 2013 la puissante chancelière allemande Angela Merkel a prévu un

⁸ LE MONDE.FR. *Grèce : sept plans d'austérité, et maintenant ?* Chronique disponible en ligne sur http://www.lemonde.fr/europe/visuel/2013/02/20/grece-sept-plans-d-austerite-et-maintenant_1835124_3214.html, consulté le 4/09/2013.

nouveau plan d'aide pour la Grèce⁹. Le FMI reconnaît ses erreurs de façon officielle¹⁰.

Même si certains indicatifs, comme le déficit public par exemple, se sont améliorés, les conséquences sur les plans économique, social et humanitaire ne cessent pas de s'aggraver. Cinq ans après la crise financière mondiale et trois ans après le déclenchement de la crise de la zone euro, la domination du modèle de l'austérité radicale et de l'affaiblissement de l'Etat-providence à travers l'Europe démontre que l'élite européenne inscrit ces politiques dans sa stratégie à moyen et long-termes plutôt que dans le cadre de sauvetage d'un petit nombre d'Etat-membres.

Si cette piste de réflexion est vraie, il serait plus pertinent de parler d'une *nouvelle réalité européenne et grecque* en particulier – qui reste apparemment toujours négociable ou même bouleversable - que d'une crise comme celle des années 1929–32. Autrement dit, nous proposons que la crise grecque en tant que chronologiquement première et plus sérieuse crise de dette souveraine à l'intérieur de la zone euro, est en train d'être utilisée comme prétexte afin que la stratégie élaborée par les décideurs européens soit mise en place de façon plus accélérée en provoquant le moins de réactions possibles de la part des peuples. Cela ne signifie à aucun cas que la crise grecque est un phénomène artificiel ; elle s'inscrit dans la crise capitaliste mondiale déclenchée en 2008 et ses caractéristiques particulières sont liées à de nombreux problèmes structurels du pays sur lesquels nous n'allons pas approfondir dans ce mémoire-ci.

De ce point de vue, la crise grecque s'avère un phénomène économique, social et politique de tel poids qui oblige tous les acteurs intervenant sur la vie politique européenne à se positionner.

⁹ Lors du débat télévisé dans le cadre de la période pré-électorale en Allemagne.

¹⁰ COLLETIS, G. Erreur de calcul du FMI ? Ou excès des zélés de l'austérité ? *Le Monde Economie*, 29/01/2013. p.MDE8.

1.2. Les journaux de qualité, acteurs politiques indépendants

Parmi les différents supports médiatiques, les journaux dits « de qualité », terme rencontré davantage dans le langage médiatique « anglosaxon », semblent avoir une série de propriétés les rendant importants face à des sujets comme la crise grecque. Même si les critères ne sont pas scientifiquement et objectivement déclarés, nous considérons les journaux de qualité comme traitant de façon détaillée et systématique les informations que les chercheurs et les journalistes appellent « hard news », en distinction avec les « soft news »¹¹. Par leur caractère politique et impersonnel, les informations internationales – comme celles concernant la crise grecque du point de vue français - sont sans doute mises dans la catégorie de « hard news ». Pleios et Martins¹² ainsi que Semetko et Valkeburg¹³ ont d'ailleurs trouvé que les journaux de « hard news » (presse de qualité) ont plus d'intérêt quant aux informations internationales que les journaux de « soft news » (tabloïds)¹⁴.

Au-delà de cette propriété de la presse de qualité, il y a un autre élément qui rend son étude encore plus intéressante. Malgré la crise économique majeure dont souffrent les publications quotidiennes des vingt dernières années, la puissance des journaux de

¹¹ REINEMANN C., STANYER J., SCHERR S. et alli. « Hard and soft news: A review of concepts, operationalizations and key findings », *Journalism* 2012 13: 221. Publié en ligne le 11 novembre 2011. [Document en anglais].

<http://jou.sagepub.com/content/13/2/221>, consulté le 2/9/2012.

¹² PLEIOS G., MARTINS A., « EUconomic' crisis? EU integration and management in the Southern European press (Greece and Portugal) », *9th Conference of ESA "European Society or European Societies"*, Lisbonne, September 3 – 5. 2009. [Document en anglais].

¹³ SEMETKO H. A. & VALKENBURG P.M. « Framing European Politics: A Content Analysis of Press and Television News », *Journal of Communication*, 93-109, 2000. p.103. [Document en anglais].

¹⁴ Dans le cas de la presse française où il n'y pas forcément des « tabloïds » à l'anglaise, nous considérons comme « non-quality press » des quotidiens comme « Aujourd'hui en France/le Parisien » qui s'oriente plutôt vers une couverture des sujets sociaux à l'intérieur de l'Hexagone. Une étude comparative entre un quotidien de qualité et un tabloïd (à la française) sur la couverture de la crise grecque aurait pu être intéressante mais ce n'était pas notre but.

qualité en termes d'influence de l'agenda politique (agenda setting¹⁵) reste considérable. Au mois de mai 2013, le quotidien de qualité britannique *The Guardian* a réussi à avoir accès aux informations sur les surveillances massives réalisés par l'Agence de Sécurité Américaine (NSA) que l'ancien employé de l'Agence Edward Snowden cherchait à canaliser. Pendant la même période, des journalistes du *Monde* ont publié qu'ils possédaient des preuves d'utilisation des armes chimiques par le régime de Bashar-Al-Assad en Syrie.

Ce constat nous permet de penser que les journaux de qualité doivent être considérés comme des acteurs politiques indépendants¹⁶ plutôt que comme des simples porteurs d'information dont la puissance dépend exclusivement de leur diffusion. Or, ses grands titres et éditoriaux s'adressent davantage aux élites politiques et économiques ainsi qu'aux lecteurs considérés comme des « leaders d'opinion »¹⁷ et moins aux grands publics nationaux dont les vastes majorités, surtout en France¹⁸, tentent de s'adresser à d'autres supports médiatiques pour s'informer plus accessibles et non-payants (télévision, internet ou presse gratuite). Le fait que ces groupes sociaux se mobilisent pour consommer le contenu de la presse de qualité ainsi que leur statut social privilégié (élites, leaders d'opinion) nous permet de penser qu'ils sont relativement conscients du rôle politique de ce type des médias¹⁹.

¹⁵ Agenda setting : « Présenter des problèmes comme méritant l'attention à la fois du public et du gouvernement », dans l'ouvrage : ENTMAN, R. M. « Framing Bias: Media in the Distribution of Power », *Journal of Communication* 57, 163-173, International Communication Association, 2007. p.164.

¹⁶ Leur « indépendance » réside sur le fait qu'ils ne consistent pas d'organes des partis politiques, comme certains titres le sont (*l'Humanité* pour le Parti Communiste français par exemple).

¹⁷ Le terme a été par Elihu Katz et Paul Lazarsfeld en 1955 dans le cadre de leur théorie de « la communication à double étage ». Comme « leaders d'opinion » (opinion leader), ils définissent les individus qui présentent un usage considérable des médias, qui sont extrovertis et conscients de leur influence dans leur entourage en tant que sources d'informations.

¹⁸ Où la diffusion de la presse écrite est base relativement à d'autres pays comme le Royaume Uni par exemple.

¹⁹ Cette hypothèse est vérifiée par les données statistiques sur la presse française nationale rassemblés dans l'article intitulé « La presse française et ses lecteurs » par Danielle BAHU-LEYSER et Hugues CHAVENON (p.2-3) et présentés lors du colloque ADMITECH à Paris le 24 avril 1994.

En ce qui concerne le rôle des médias au sein de l'Union Européenne, Trenz a trouvé que les journaux de qualité européens, loin de transmettre simplement des informations issues de Bruxelles et de Strasbourg, sont les « porteurs principaux du discours fait sur l'unité européenne et l'auto-compréhension collective de l'Union »²⁰. Cela implique une forte volonté de la part de ces journaux de promouvoir des types de discours particuliers et nous oblige à les traiter comme des acteurs politiques indépendants.

Les remarques notées ci-dessus sont fondamentales dans notre travail pour deux raisons. Dans une première phase, ce rôle particulier des journaux de qualité nous a poussés à choisir ce sujet et pas un autre. Dans une deuxième phase, ce sont ces propriétés-ci qui ont dicté le cadrage comme outil principal de notre recherche.

1.2.1. Justification du choix des journaux

Tout d'abord, le choix des documents d'analyse s'est fait sur des journaux quotidiens et pas sur des publications périodiques. En effet, la crise grecque se présentant comme une série d'événements, nous avons jugé nécessaire d'examiner l'évolution des couvertures des journaux et cela n'aurait pas été possible à travers des publications périodiques qui se concentrent plus sur l'analyse et peu sur la présentation des informations. Les journaux hebdomadaires et les magazines politiques ou économiques sont exclus de notre travail.

Puis, il a fallu sélectionner sur quels quotidiens français de qualité notre étude allait se baser, car travailler sur leur ensemble aurait été impossible pour un mémoire comme celui-ci. Etant donné que traditionnellement la presse écrite est politiquement engagée, nous avons pensé que couvrir la plus grande partie possible du phasme politique serait plus pertinent. Un journal orienté à droite et un à gauche devaient être choisis. *Le Figaro* et *Libération* correspondaient alors à nos critères car ils sont les

²⁰ TRENZ, H-J. « *Quo vadis Europe ?* » *Quality newspapers struggling for European unity*. Article présenté dans le cadre de l'atelier "One EU – Many Publics?", Stirling 5-6 février 2004.

quotidiens de qualité qui traditionnellement soutiennent l'UMP pour l'un et le Parti Socialiste pour l'autre, et de plus, leur diffusion et circulation ne sont pas négligeables²¹. Et le troisième sélectionné fut bien sûr *Le Monde* car laisser hors de notre étude ce journal – symbole du journalisme français et européen de qualité - diminuerait significativement la représentativité de notre corpus vis-à-vis la presse de qualité française. Le fait que les trois journaux sont les quotidiens français avec la diffusion la plus importante à l'étranger de la France constitue une preuve supplémentaire de leur prestige international.

1.3. Problématique

Nous avons présenté les raisons pour lesquelles nous considérons la crise grecque comme un phénomène économique, politique et social d'importance majeure pour la Grèce, l'UE et la France. Nous avons aussi expliqué les raisons pour lesquelles la presse de qualité tente de jouer un rôle politique particulier en tant qu'acteur politique indépendant. Etant donné ces deux propos, le but du présent mémoire est de **définir le rôle que les journaux quotidiens de qualité français essayent de jouer à propos du traitement de la crise grecque en tant qu'acteurs politiques indépendants.**

Nous orienterons notre recherche via une série de questions secondaires comme les suivantes : Que signifie la crise grecque pour les journaux de qualité français ? Sur quels points les journaux de qualité français traitent-ils la crise grecque de façon similaire et pourquoi ? Sur quelles questions les journaux se différencient-ils (toujours par rapport au traitement de la crise grecque) ? Etant donné que la crise grecque est une série d'événements que les journaux couvrent en temps réel, est-ce que leur comportement se modifie en fonction des événements ou s'agit-il d'une ligne éditoriale qui est plutôt formée à priori ?

²¹ OJD, Association pour le contrôle de la diffusion des médias. BOOK 2012, Presse payante grand public. Edité le 29/08/2013.

1.4. Structuration des réponses - Plan du mémoire

Pour définir le rôle politique de chaque journal, nous allons mettre en place une méthode mixte d'analyse de discours, consistant en trois parties-pistes de travail :

I. **Le statut des trois journaux pendant la période de la crise grecque.** Cette partie est basée sur les principes de la théorie de Patrick Charaudeau sur l'analyse du discours²². (Chapitre 2)

Les deux autres parties résident sur une théorie du cadrage appliquée que nous mettons en œuvre après avoir consulté une série d'approches théoriques et pratiques que nous présentons en détail dans le chapitre 3.

II. **Les entretiens avec les rédacteurs en chef des trois journaux qui sont en priorité responsables du traitement de la crise grecque.** Le but de cette piste de travail est de décrire d'une part les conditions sous lesquelles les journalistes encadraient les articles dédiés à la crise grecque et d'autre part, de recevoir leurs propres témoignages sur leur travail concernant la crise grecque. Réaliser des entretiens avec tous les journalistes y travaillant serait idéal mais malheureusement une telle intervention sur le terrain n'est pas faisable pour un mémoire de M2. (Chapitre 4).

III. Les résultats de notre **recherche sur le corpus** cité ci-dessus en mettant en place une méthodologie basée sur le cadrage du discours médiatique (chapitre 5). Via ce travail nous effectuerons l'analyse des textes des trois journaux, partie essentielle de l'analyse du discours.

La recherche sur le corpus d'articles contribue à la définition du contenu des articles dédiés à la crise grecque. Cette définition sera réalisable via une grille d'analyse dont les variables les plus importantes sont celles des cadres employés.

L'étude des données collectées par ces trois pistes de travail nous mènera à des conclusions qui répondront de façon adéquate à notre problématique (chapitre 6).

²² CHARAUDEAU, P. « Une analyse sémiolinguistique du discours ». *Langages*, 29e année, n. 117, 96 – 111. 1995.

2. Le statut des trois journaux pendant la période de la crise grecque

Même si notre outil de recherche principal est le cadrage, il est pertinent de définir le statut des trois journaux en question pendant la période de la crise grecque. Cela est dicté par la théorie de Patrick Charaudeau sur l'analyse du discours²³ qui prévoit la définition du *sujet parlant* et du *contrat* communicationnel, c'est-à-dire du type de situation d'échange. Dans le cas de la presse écrite, les *sujets parlants* se définissent en priorité par leur actionnariat et leur orientation politique. Le format et la mise en page de chaque journal sont également y cités.

2.1. Le Figaro

Fondé en 1826, *le Figaro* est parmi les quotidiens français encore publiés, le titre le plus ancien et le deuxième en termes de diffusion parmi les quotidiens nationaux²⁴. Il est la publication principale du *Groupe Figaro* qui édite également les titres *Figaro Magazine* et *Madame Figaro*, *TV Magazine* et gère leurs sites-web. Le groupe fait partie du *Groupe Dassault*.

Propriétaire du *Groupe Figaro*, Serge Dassault est industriel et sénateur de l'UMP de l'Essonne. Cette relation directe avec le parti conservatif français remet en cause la propriété de l'acteur politique indépendant du journal en tant que titre de qualité. Le fait qu'il ne constitue pas un organe officiel de l'UMP ainsi que son prestige à l'international nous permet d'en penser dans ce mémoire comme un titre orienté à droite dont le soutien à l'UMP est le fruit d'une coïncidence idéologique plutôt que comme un canal médiatique qui véhicule les positions du parti. Nous codons ce type de relation particulier d'un média avec un parti par le terme « allié ». *Le Figaro* est désormais « allié » de l'UMP.

²³ Ibid.

²⁴ OJD. Idem.

Dehors de son activité dans le milieu des médias, le Groupe Dassault comprend parmi d'autres des entreprises opérant dans le domaine de l'aviation et de la défense²⁵.

Son format est berlinois. La mise en page de la une prévoit un ou deux sujets principaux accompagnés par de grandes photos et plusieurs autres de moindre visibilité. Un modèle similaire est suivi pour les pages à l'intérieur permettant la publication d'un nombre d'articles considérable. Le nombre moyen de pages par édition est approximativement 40²⁶.

2.2. Le Monde

Fondé en 1944, *le Monde* est le quotidien français le plus lu à l'étranger²⁷, élément qui le rend le titre-symbole de la presse de qualité française. Pourtant, le journal arrive troisième parmi les titres nationaux en termes de diffusion dans l'Hexagone²⁸. Il appartient au groupe « Le Monde » qui édite également les titres *Télérama*, *Le Monde diplomatique*, *Courrier International* et gère leurs sites-web ainsi que la version française du site-web d'informations *Le Huffington Post*.

Les actionnaires principaux du groupe sont le mécène Pierre Bergé, le milliardaire et patron du groupe de télécommunications *Free* Xavier Niel et le cadre supérieur de la banque franco-américaine *Lazard* Matthieu Pigasse. Les trois hommes ont racheté la majorité des titres du groupe en 2010 quand le journal était près de la faillite²⁹ et partagent le soutien au Parti Socialiste et une préoccupation consistante du monde des arts et de la création.

²⁵ L'organigramme du Groupe Dassault en ligne : <http://www.dassault.fr/contenu.php?docid=2338>, consulté le 04/09/2013.

²⁶ Les pages des suppléments ne sont pas y comprises.

²⁷ OJD. Idem.

²⁸ Ibid.

²⁹ http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/le-trio-berge-niel-pigasse-s-offre-le-monde_234764.html, consulté le 04/09/2013.

La ligne éditoriale du journal se présente comme fortement pro-européenne, plutôt libérale en la matière économique et plutôt de gauche en ce qui concerne les questions sociales³⁰. Malgré les relations de ses actionnaires et la proximité idéologique avec le Parti Socialiste, le journal garde en général des distances égales vis-à-vis de tous les partis politiques.

Son format est berlinois. Comme chez *le Figaro*, la mise en page de la une et des pages à l'intérieur permettent la publication d'un nombre d'articles important au quotidien. Le nombre de pages moyen est cependant moindre : approximativement 30 par édition.

2.3. Libération

Fondé en 1973, le journal a vu le jour comme titre orienté vers l'extrême gauche. Sa ligne éditoriale a été modifiée à la fin des années 70 pour se situer politiquement à centre-gauche. Principaux actionnaires sont les hommes d'affaires Bruno Ledoux et Edouard de Rothschild. Les deux détiennent ensemble les 53% des titres du journal.

Sa diffusion est relativement importante (5^{ème} parmi les titres nationaux) mais son prestige incontournable à l'international ainsi que son soutien au Parti Socialiste rendent son étude indispensable dans notre mémoire. Nous considérons *Libération* comme journal « allié » du PS.

Son format « tabloïd³¹ », sa mise en page de la une presque monothématique et son illustration très riche rendent « Libé » un type de quotidien particulier qui présente beaucoup de caractéristiques des publications périodiques. La charte de son fonctionnement³² prévoit des articles assez longs qui se focalisent sur l'analyse. Ces caractéristiques ne permettent pas la comparaison des données quantitatives du journal avec celles de deux autres.

³⁰ Voir l'entretien avec Jérôme Gautheret dans le chapitre 4.

³¹ Petit format, dans ce cas-ci la catégorisation n'a aucun rapport avec le caractère « de qualité ».

³² <http://www.liberation.fr/medias/010164689-comment-ca-se-passe-a-liberation>, consulté le 04/09/2013.

3. Le cadrage des informations : des approches théoriques à une méthodologie appliquée

3.1. Principes du cadrage

L'analyse du discours médiatique via son cadrage est une pratique qui est de plus en plus adoptée par les chercheurs du domaine de la communication à partir des années 90. Dans ce chapitre, après avoir défini la notion du cadrage, nous expliquerons pourquoi le cadrage tend d'être considéré comme un élément essentiel du discours médiatique - et de son analyse bien évidemment-. Notre intention est de justifier notre choix d'utiliser le cadrage des articles dédiés à la crise grecque comme outil principal de notre recherche et d'expliquer les principes sur lesquels réside notre méthodologie.

3.1.1. Définitions du cadrage

La notion du cadrage a été introduite dans les sciences sociales par Erving Goffman en 1974. Selon lui, les cadres sont « des schémas d'interprétation » (shemata of interpretation) qui « donnent la possibilité à l'individu de repérer, d'appréhender, d'identifier et de catégoriser » des incidents ayant lieu dans leur propre vie ou dans le monde³³.

La définition de Goffman nous donne une bonne idée sur les fonctions que les cadres exercent et mettent en évidence une sorte de volonté de la part du *sujet parlant* d'employer ou pas des cadres (donner la possibilité). Au contraire la définition de Todd Gitlin, malgré son ambiguïté, implique l'omniprésence des cadres dans toute tentative de compréhension et de représentation de la réalité perçue : « des cadres sont des principes de sélection, d'emphase et de présentation composés de petites théories

³³ GOFFMAN, E.. *Frame Analysis*, Harvard University Press, Cambridge 1974 dans l'ouvrage de SNOW, D.A. et alli. *Frame Alignment Processes, micromobilization and movement participation*". *American Sociological Review*, vol.51, no. 4 (Aug. 1986), pp.464-481. Document disponible en ligne sur <http://www.jstor.org/stable/2095581>, consulté le 02/09/2013.

tacites qui définissent ce qui existe ou pas, ce qui se réalise ou pas et ce qui est important»³⁴. Le cadrage est un processus inévitable.

L'omniprésence du cadrage mais aussi la participation active du *sujet parlant* au processus du cadrage sont clairement marquées dans la définition fournie par Robert M. Entman. Pour lui, le cadrage est « un processus lors duquel on sélectionne un nombre d'éléments de la réalité perçue et on compose une narrative qui met en avant de telles liaisons parmi eux qui promeuvent une interprétation particulière ». Selon Entman, des cadres pleinement développés servent quatre fonctions : ils définissent le problème, ils analysent ses causes, ils fournissent un jugement moral et proposent une solution³⁵. C'est-à-dire que le processus du cadrage intègre non seulement l'interprétation du sujet en question mais aussi sa propre définition (on sélectionne). Autrement dire, notre perception d'un sujet s'identifie avec le cadrage que nous avons essentiellement réalisé pour le percevoir.

3.1.2. Le cadrage comme routine journalistique

En appliquant ce propos sur la communication, nous comprenons que la production de tout discours médiatique n'est possible qu'à travers un processus de cadrage qui est toujours présent dans le texte. De ce fait, le cadrage ne peut que rassembler les propriétés du discours communicationnel dont le discours médiatique fait partie : le cadrage est un processus dynamique et interactif. Pour comprendre cette nature dynamique et interactive du cadrage et alors parvenir à analyser le discours médiatique, De Vreese a introduit le concept « processus de construction du cadrage » (framing building process). Selon lui, plusieurs facteurs issus à la fois de l'intérieur et

³⁴ Gitlin, Todd.. *The Whole World Is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. Berkeley, CA, Los Angeles, CA & London, U.K.: University of California Press, 1980. Citation trouvée dans dans l'ouvrage de KOENIG, T. On frames and framing, présenté lors de la session PCR13 – Methods, Research, Concepts, IAMCR Annual Meeting, Porto Alegre, 25-30 juillet 2004.

³⁵ ENTMAN, R. M. idem. p.164.

de l'extérieur des institutions médiatiques interviennent lors de ce processus dont le fruit est le discours médiatique publié³⁶.

Selon Strömbäck & Dimitrova, l'emploi de tel ou tel cadre est le fruit d'un ensemble de facteurs comme le degré de dépendance des médias par le marché, la nature et la fonction du système politique ainsi que par les valeurs et les idées qui caractérisent la culture politique du pays³⁷. Parallèlement, les caractéristiques des journalistes (support professionnel, rôles professionnels, déontologie journalistique, valeurs et convictions personnelles), les normes sociales, les pressions organisatrices, les restrictions ainsi que les orientations idéologiques et politiques de l'organisme, comptent aussi dans le catalogue des facteurs endémiques qui influencent le choix de cadres. De Vreese lui-même cite comme facteur extérieur principal l'interaction des journalistes avec des élites ou des mouvements sociaux³⁸.

De toutes ces approches, il devient clair que le processus de construction du cadrage est, à un certain degré, politiquement chargé. Le cadre employé pour parler de tel ou tel sujet dans chaque cas démontre le rôle que le média essaye de jouer en tant qu'acteur politique.

3.1.3. Le cadrage comme outil de recherche

Parmi les différentes approches sur l'emploi du cadrage comme outil de recherche dans le domaine des médias, nous choisissons celle de Paul D'Angelo sur l'emploi du cadrage comme un programme de recherche multi-paradigmatique³⁹. Dans cet article fondamental pour l'épistémologie du cadrage, il propose trois paradigmes – liens du

³⁶ DE VREESE, C.H. «News framing: Theory and typology». *Information Design Journal + Document Design* 13(1). John Benjamins Publishing Company, 2005. p.52.

³⁷ STRÖMBÄCK J. & DIMITROVA D. « Political and Media Systems Matter. A Comparison of Election News Coverage in Sweden and the United States », *The Harvard International Journal of Press/Politics*, 131-147, 2006. p.135. Document en ligne sur <http://hij.sagepub.com/content/11/4/131.short>, consulté le 06/09/2013.

³⁸ Ibid.

³⁹ D'ANGELO P. « News Framing as a Multiparadigmatic Research Program: A Response to Entman », *Journal of Communication*, 870-888, 2002.

cadrage avec la réalité sociale : le paradigme cognitif, le paradigme critique et le paradigme constructionniste.

Le paradigme cognitif se focalise sur les effets du cadrage médiatique et met l'accent sur la « négociation » faite entre le cadre employé lors de la production et la connaissance déjà acquise de la part du récepteur⁴⁰.

Le paradigme critique est étroitement lié à l'approche dite « radicale » sur les médias⁴¹ et met en avant les conditions sous lesquelles le cadrage se détermine. Les auteurs de cette « école » voient les cadres médiatiques comme véhiculant des informations issues du point de vue « des élites économiques et politiques »⁴². Selon ce paradigme, les cadres sont pensés comme dominant auprès du public dans un schéma hégémonique⁴³ où le dernier se présente relativement incapable de repérer et ainsi filtrer le cadrage.

Selon **le paradigme constructionniste**, via le cadrage les journalistes fournissent des « paquets d'interprétation » (interpretation packages) des propos des acteurs politiques. Leur but est de représenter mais aussi de participer au processus de définition de ce que Gamson et Mogdiliani appellent « la culture du sujet » (issue culture)⁴⁴. Malgré le fait que les cadres employés sont susceptibles de défavoriser certaines « opportunités civiques », ils peuvent être vus comme des « tool kit » dont peuvent profiter les récepteurs.

Mise à part de leur utilité principale, de lier le cadrage à la réalité sociale, ces trois paradigmes sont importants pour une autre raison. L'adoption de l'un, de l'autre ou

⁴⁰ Ibid. p.875

⁴¹ CURRAN, J. *Media and power*. Routledge, Londres & New York, 2002.

⁴² D'ANGELO. Idem. p.876

⁴³ Référence à l'hégémonie au sens gramscien : « subordination idéologique de la classe ouvrière à la bourgeoisie, ce qui permet à celle-ci d'exercer sa domination par le consentement », ANDERSON, Perry. *Sur Gramsci*. François Maspero. Paris, 1978.

⁴⁴ GAMSON, W.A. & MOGDILIANI, A. "Media discourse and public opinion on nuclear power: A constructionist approach". *American Journal of Sociology*, vol. 95, no. 1. The University of Chicago Press, 1989. p.1-37. Document disponible en ligne sur <http://www.jstor.org/stable/2780405>, consulté le 06/09/2013.

d'un mélange de deux ou de trois de la part du chercheur indique son point de vue et le situe par rapport à son objet de recherche.

Situé dans un de ces trois paradigmes, le chercheur doit choisir entre une approche *inductive* ou *déductive* du cadrage. Selon la première, la détermination des cadres examinés est issue du matériel de recherche. La deuxième prévoit la détermination des cadres examinés à priori. Dans ce dernier cas, le travail de recherche consiste à la définition de degré dans lequel chaque cadre est employé⁴⁵. Dilemme de nature similaire, le choix entre des cadres spéciaux pour un sujet (issue-specific frames) et des cadres génériques. Les premiers permettent au chercheur d'approfondir sur la nature du sujet en question tandis que les deuxièmes qui présupposent d'ailleurs l'approche déductive, peuvent être appliqués sur des recherches de sujets et de contextes différents. L'adoption des cadres génériques permet la comparaison des résultats d'une recherche avec ceux d'autres recherches similaires⁴⁶.

3.2. Notre théorie appliquée

Dans l'introduction nous avons démontré que les journaux de qualité peuvent être considérés comme des acteurs politiques indépendants grâce à leur contenu original. Au cours du sous-chapitre précédent, nous avons analysé comment en quoi le cadrage consiste une partie essentielle de la production médiatique dont la détermination s'avère un enjeu de caractère politique. Nous pouvons désormais penser que si nous parvenons à définir et expliquer les cadres employés par les trois journaux dans leurs articles sur la crise grecque, nous serons capables de répondre à notre problématique.

Si la définition du cadrage est faisable grâce à la recherche sur le corpus des articles, son explication est possible via la définition du statut des trois journaux pendant la période de la crise grecque. Il est intéressant de constater que la définition du *sujet parlant* proposée par Patrick Charaudeau est indispensable car elle permet le repérage des facteurs qui interviennent lors du processus de construction du cadrage. Les

⁴⁵ DE VREESE, idem. p.53.

⁴⁶ Ibid. p.55.

entretiens avec les rédacteurs en chef sont des sources de réponses pour les deux tâches : grâce au caractère direct et riche de la conversation, nous en recueillons des éléments qui d'une part complètent les résultats de la recherche sur le corpus des articles et d'autre part, interprètent ces résultats.

Parmi les paradigmes proposés par D'Angelo, nous adoptons ici le paradigme critique, enrichi par certains éléments issus du paradigme constructionniste. Nous reconnaissons la tendance forte des élites à véhiculer du contenu en fonction de leurs propres intérêts comme facteur dominant lors du processus de construction du cadrage. Pourtant, dans le cas de la presse de qualité où le public se considère relativement actif et peut-être socialement privilégié, l'idée du public dominé par les cadres ne nous semble pas pertinente. Au contraire, ce public peut être vu comme profitant des « paquets d'interprétation » offerts par les journaux, en étant conscients de leur rôle politique. En tout cas, notre travail se focalise sur le rôle politique que les journaux de qualité essayent de jouer et n'examine pas le degré avec lequel ils y arrivent (perception et effets du cadrage).

3.2.1. Nos cadres

Pour définir le cadrage employé par les trois journaux dans leurs articles sur la crise grecque, nous choisissons de travailler sur des cadres génériques qui ont été déjà utilisés dans d'autres recherches relatives à la couverture médiatique des sujets européens ou des crises. Dans leur étude⁴⁷ sur la couverture du sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de l'Union Européenne à Amsterdam en 1997 par des médias hollandais, Semetko et Valkenburg ont mis en œuvre les cinq cadres suivants : cadre d'attribution de responsabilité, cadre de conflit, cadre d'intérêt humain, cadre de conséquences économiques et cadre de moralité.

Nous adaptons ce modèle à notre sujet et aux besoins de notre problématique. La première modification que nous apportons concerne le cadre de moralité. La nature d'un certain nombre de sujets traités lors du sommet (relatifs à la santé ou aux droits de l'homme par exemple) ont dicté l'intégration de ce cadre dans leur recherche. Ce n'est pas le cas pour une crise économique et politique comme celle de la Grèce,

⁴⁷ SEMETKO H. A. & VALKENBURG P.M. idem.

même si elle met en péril la santé et la vie d'une part de la population. Les aspects moraux éventuellement présents dans les articles de notre corpus peuvent être couverts par le cadre « de responsabilité ».

Les pratiques de « news domestication »

Une autre différence entre l'étude de Semetko et Valkenburg et la notre est le degré de proximité. La proximité peut être vue en deux dimensions qui sont associées l'une à l'autre. D'une part, la dimension spatiale : malgré le fait qu'il s'agissait d'un sommet européen, celui-ci a eu lieu dans le pays où les médias étudiés ont leurs sièges et où leurs publics résident. D'autre part, la proximité en termes de contenu de l'agenda du sommet : la plupart des sujets traités touchaient de façon directe ou indirecte le public hollandais. Au contraire, dans notre cas, l'actualité se déroule davantage en Grèce et à Bruxelles, ou même à Berlin et à Washington (siège du FMI) et très peu en France. De plus, la liaison entre les enjeux de la crise grecque et les intérêts des publics francophones n'est pas forcément évidente. Pour cette raison, nous trouvons pertinent d'ajouter le cadre de « news domestication ». Le terme a été introduit par Gurevitch et ses collègues en 1991 :

« Les médias maintiennent des orientations mondiales aussi bien que des orientations culturellement déterminées. Ils mettent désormais les événements qui ont lieu loin de leur siège dans des cadres qui les rendent compréhensibles, séduisants et pertinents aux audiences locaux »⁴⁸.

Selon Clausen, « « news domestication » est un ensemble de processus qui ont comme but de rendre des informations compréhensibles à l'attention des audiences avec des caractéristiques culturels particulières »⁴⁹. Il souligne que la capacité des médias à « localiser » les informations internationales dépend de leurs sources

⁴⁸ GUREVITCH, M., LEVY, M. ROEH, I. «The Global Newsroom: Convergences and Diversities in the Globalisation of Television News », dans le : DAHLGREN P. and SPARKS C. (eds). *Communications and Citizenship: Journalism and the Public Sphere in the New Media Age*. 206. Routledge. Londres. 1991.

⁴⁹ CLAUSEN, L. « Localizing the global : 'domestication' processes in international news production ». *Media, culture & society*. Sage Publications (Londres, Thousand Oaks et Nouveau Delhi), vol. 26(1). 25-44; 038203. 2004.

financières : avoir ses propres dispositifs dans les pays où les événements ont lieu, donne la possibilité aux médias de présenter les événements de leur propre façon « domestiquée ».

Nous nous rendons compte que le degré dans lequel un média met en place de telles pratiques lors du traitement d'un sujet particulier, dévoile partiellement son objectif vis-à-vis de ce sujet. Un média qui insiste sur les pratiques de « news domestication » lors du traitement d'un sujet international, envisage en priorité à influencer le public et la classe politique intérieure et éventuellement à rendre son produit plus commercial. En « baptisant » les informations internationales dans l'eau de l'actualité intérieure, l'impartialité, déjà injoignable, s'éloigne encore plus et dans notre cas, le titre « de qualité » est alors remis en cause. Un média qui évite telles pratiques choisit de transmettre les informations comme celles-ci sont aperçues dans l'endroit de leur source même si ce choix limite son lectorat et évidemment sa sphère d'influence. Pour examiner le degré de l'emploi de « news domestication », nous introduisons le cadre homonyme.

Afin de localiser le degré d'apparition de chaque cadre, Semetko et Valkenburg ont mis en place une méthode complexe basée sur des séries des questions – indicateurs. Nous prédéfinissons les conditions sous lesquelles un article sera marqué comme encadré de telle ou telle façon. Comme cadres génériques et déjà employés pour un sujet similaire, nos cadres sont suffisamment appropriés pour notre sujet. Pourtant, nous ne pouvons pas prouver à priori que tout article contient au moins un de nos cadres ; nous acceptons cette hypothèse comme axiome. Dans les articles où deux de nos cadres sont présents, nous marquons celui qui est plus évident comme « cadre principal » et l'autre comme « cadre secondaire ». Nous y reviendrons lors de la présentation de la grille d'analyse. Nos cadres sont désormais les suivants :

Cadre (d'attribution) de responsabilité

Ce cadre sera attribué aux articles dans lesquels un acteur est présenté responsable d'un fait ou d'une situation d'importance considérable. Il n'est pas nécessaire que ce fait ou cette situation soit évalué(e) comme négatif(ve) ; un média peut juste choisir de faire connaître quel acteur sera responsable si telle ou telle situation se termine de façon désirable ou pas. De plus, il n'est pas nécessaire que la responsabilité soit

attribuée par l'auteur lui-même; elle peut être l'opinion d'un deuxième acteur que l'auteur a choisie d'intégrer dans son article. Par nature, le cadre d'attribution de responsabilité est employé lors des analyses et des bilans des événements et moins lors de leur couverture et démontre une vocation d'intervention politique de la part du média. Semetko et Valkeburg ont trouvé que la presse écrite et surtout celle de qualité (sober news press) emploient davantage ce cadre⁵⁰.

Cadre de conflit

Ce cadre est attribué aux articles dans lesquels au moins deux acteurs se présentent être en négociation ou en polémique sur un enjeu particulier dans un schéma qui ressemble un match de football ou même une guerre. Le cadre de conflit tend à dominer les informations pendant des périodes pré-électorales ou lors des débats sur une question spécifique⁵¹. En outre, ce cadre ne présuppose pas forcément que l'auteur reste objectif ; il est probable qu'il/elle évalue le positionnement des acteurs en conflit.

Le cadre d'attribution de responsabilité et le cadre de conflit sont des cadres politiques. Etant donné du caractère politique et non économique des trois journaux, nous supposons que ces les deux seront les cadres employés en priorité.

Cadre d'intérêt humain

Ce cadre est attribué aux articles dans lesquels les aspects humain et émotionnel sont mis en avant. En soulignant les causes politiques et économiques des événements, les journaux de qualité évitent ce type de cadrage qui présente des caractéristiques de ce qu'on appelle « soft news ». Nous supposons désormais que l'emploi du cadre d'intérêt humain est limité dans les articles des trois journaux concernant la crise grecque.

Deux types d'informations concernant la crise grecque peuvent être ainsi encadrés : soit des individus ou un ensemble de gens qui sont présentés souffrant d'une conséquence directe ou indirecte de la crise grecque, soit un personnage de la crise

⁵⁰ SEMETKO H. A. & VALKENBURG P.M. idem. p.103.

⁵¹ Ibid. p.96.

dont son caractère et ses émotions affectent son activité. Etant donné qu'une espèce de responsabilité est de facto impliquée dans des situations comme celles-ci, le cadre d'intérêt humain est choisi comme cadre principal dans les cas où le(s) responsables ne sont pas évoqués de façon claire.

Cadre de conséquences économiques

Ce cadre est attribué comme cadre principal aux articles qui se focalisent sur la présentation des tailles et des indicatifs économiques de la crise grecque d'un point de vue technocratique, sans mettre en avant leurs effets sociopolitiques. Dans les cas où l'auteur fait référence à ces types de données mais insiste également sur leurs effets sociopolitiques, le cadre est enregistré comme secondaire.

L'emploi éventuellement régulier du cadre économique en combinaison avec d'autres facteurs peut être interprété comme tendance vers le technocratisme. Nous définissons « technocratisme » comme l'attitude politique selon laquelle l'économie au sens technique doit être l'axe de la politique appliquée. Selon notre approche, le technocratisme constitue un outil essentiel pour l'analyse et la compréhension de cette *nouvelle réalité européenne et grecque* qui domine en Europe depuis le déclenchement de la crise financière mondiale.

Cadre de « news domestication »

Ce cadre est attribué aux articles dont l'auteur met en avant l'activité des acteurs français ou les intérêts de la France et des citoyens français vis-à-vis de la crise grecque.

3.2.2. Les acteurs et leur évaluation : un ajout essentiel

Les réponses des rédacteurs en chef des trois journaux constituent une source essentielle des éléments qui nous permettent de lier les résultats de notre recherche sur le cadrage des articles avec les acteurs réels dont ils parlent. Par exemple, le témoignage du rédacteur en chef du journal « X » nous permet à dire que le cadre « attribution de responsabilité » employé davantage dans ses articles concernait en priorité le politicien « A », l'acteur économique « B » ou les syndicats « C ». Sans mettre en doute leur bonne intention personnelle de contribuer à notre travail, une

série de raisons différentes que nous ne pouvons pas analyser ici peuvent avoir comme résultat une diversité entre le contenu de leurs témoignages et celui des articles rédigés par eux-mêmes ou leurs collaborateurs. Pour assurer donc une deuxième source d'éléments liant le cadrage avec les acteurs, nous ajoutons, à la recherche sur le corpus des articles, deux groupes de variables dont les valeurs sont les acteurs encadrés, leurs actions évidemment, et le type d'évaluation que les journaux leur attribuent.

4. Entretiens

Les entretiens avec les rédacteurs en chef des trois journaux qui sont en priorité responsables du traitement de la grecque sont réalisés en été de l'année 2013. Les questions étaient les mêmes pour les trois entretiens. Nous avons demandé aux personnes interviewées de répondre de la part du journal et que tout propos exprimé sera pris en compte comme position du journal. Nous y présentons les six questions posées et l'utilité de chacune, liée à la théorie appliquée du cadrage que nous mettons en œuvre.

1. *Avant la crise, qu'est-ce que la Grèce symbolisait-t-elle pour votre journal ? La crise, a-t-elle changé cette perception ?*

Il s'agit d'une question introductive qui cible à situer chaque journal par rapport à la Grèce. La réponse peut donner des éléments utiles pour notre analyse.

2. *Comment définiriez-vous la crise grecque en 3-4 lignes ?*

La question cible à situer chaque journal par rapport à la crise grecque. Nous pourrions dire que la réponse égale à la ligne éditoriale de chaque journal en ce qui concerne particulièrement la crise grecque.

3. *D'après votre journal, l'évolution de la crise grecque pendant ces trois dernières années, est-elle plutôt le fruit d'une mauvaise gestion de la part des politiciens, grecs et européens, où un aspect de la crise du capitalisme mondial dont la grande intensité réside sur les faiblesses structurelles du pays ?*

La réponse à cette question donne brièvement les causes de la crise grecque selon chaque journal. Elle peut être interprétée comme emploi du cadre de responsabilité ou du cadre de conflit de la part de chaque journal. L'interviewé s'y réfère également aux acteurs que son journal considère plus importants, auxquels il attribue de la responsabilité etc.

4. *Quelle est la part de « l'humain » dans la crise grecque par rapport aux aspects économiques et politiques ?*

L'interviewé est interrogé sur le degré d'emploi du cadre d'intérêt humain.

5. *Vous vous adressez au public francophone. Dans quel degré adaptez-vous les articles aux spécificités de ces publics ? Mettez-vous en place des pratiques standardisées à ce propos ?*

La question concerne le degré d'emploi des pratiques de « news domestication ».

6. *Diriez-vous qu'il y a une grande diversité de visions et d'analyses sur la crise grecque au sein de votre équipe journalistique ? Le contenu des articles publiés, compose-t-il les différentes visions de façon équilibrée où est-il, plus ou moins, le reflet de la ligne éditoriale ?*

La question cible à désigner les conditions sous lesquelles le processus de construction du cadrage a lieu au sein des journaux. L'interviewé se donne une deuxième occasion pour définir la ligne éditoriale concernant la crise grecque.

Malgré le haut degré de représentativité de notre corpus des articles, le décalage entre leur publication et la réalisation des entretiens peut avoir comme résultat une diversité entre les propos recueillis lors des entretiens et le contenu des articles.

Nous y notons les points-clé de chaque réponse. Les entretiens en entier sont disponibles dans l'annexe.

4.1. *Le Figaro* : entretien avec Philippe Gélie, rédacteur en chef du service international (propos recueillis par écrit)

1. *La crise a brisé l'image de la Grèce comme le journal l'a eue.*
2. *La Grèce est désormais la façade trompeuse d'un pays prisonnier de ses propres leurres et mensonges : un sympathique voisin qui a longtemps vécu au-dessus de ses moyens et cru pouvoir exploiter le système jusqu'à l'abus comme s'il n'en était pas partie prenante.*
3. *Les deux facteurs sont y présents mais les effets de la crise sont d'autant plus violents et douloureux que la Grèce vivait depuis longtemps sur une fiction économique.*

4. *L'humain est au cœur de toutes les crises. Blâmer le système n'a pas beaucoup de sens quand on sait qu'énormément de gens profitaient du système qu'ils dénoncent aujourd'hui.*
5. *En Grèce il y a un problème politique, mais aussi culturel vis-à-vis du rôle de l'Etat et de l'Europe, que nous connaissons aussi à un moindre degré en France. C'est l'essence même de notre travail, expliquer une situation étrangère à un public français.*
6. *Il n'y a pas de ligne éditoriale spécifique pour la Grèce. L'opinion que j'ai exprimée plus haut est plus ou moins celle du journal et des journalistes qui le composent. Communiquer une opinion n'est qu'une infime partie de notre tâche, plus ou moins réservée aux éditorialistes. Notre travail consiste d'abord à faire du reportage sur place, à raconter des faits et à illustrer des réalités par des exemples. La diversité est là, plus que dans un affrontement idéologique quelconque.*

4.2. Le Monde : entretien avec Jérôme Gautheret, rédacteur en chef adjoint du service international

1. *La Grèce ne pouvait pas qu'être vue à travers le prisme de sa culture. Evidemment, nous ne sommes plus dans cette perception. L'entrée de la Grèce dans la Communauté Européenne était très importante d'un point de vue historique mais étant donné du contexte à la fin des années 90, il ne fallait pas que le pays entre dans la zone euro. J'ai trouvé les articles dans lesquels Le Monde applaudissait la rigueur grecque pour passer à l'euro. Nous nous sommes complètement trompés en ce moment-là et nous en sommes modestes.*
2. *En ce qui concerne la dette, en 2009 la Grèce ne se trouvait pas dans la pire situation en Europe. En revanche, le fait que les comptes étaient truqués et la révélation de l'ampleur du truquage ont eu un effet dévastateur. Généralement parlant, on a eu l'impression que les grecs truquaient depuis longtemps et changer cette impression, il est vraiment difficile.*
3. *La crise est devenue totalement ingérable au moment où Georges Papandréou a annoncé son intention d'effectuer le référendum. Il était assez problématique de*

constater que la seule façon de sauver la Grèce était de le faire malgré les Grecs. Puis, il y a un problème d'incarnation d'un leader qui peut inspirer la confiance aux marchés. Je me rappelle qu'au moment de la victoire de la Nea Demokratia aux élections de juin 2012, le soulagement était tel que dans un premier temps nous avons vu Samaras comme leader idéal, juste parce qu'on avait échappé à l'énorme point d'interrogation de Syriza. Puis, les révélations sur les fraudes de types différents faites par les Grecs, ont désormais aggravé la perception sur la Grèce de la part de l'Europe et la position des Grecs.

- 4. C'est comme un cancer. Le médecin qui vous fait mal pour que vous aillez mieux après, sans avoir d'autre solution. L'éloignement nous aide à avoir cette perception tandis qu'il est plus difficile à le faire depuis Athènes ou Thessalonique.*
- 5. Il est vrai qu'il faut répéter tout le temps des choses que les lecteurs réguliers connaissent bien. La différence la plus importante réside sur le rapport du peuple avec l'Etat. En revanche, en France, le peuple c'est l'Etat. En tout cas, l'interlocuteur du Président français est toujours l'Etat grec et pas le peuple.*
- 6. Il y a parfois de différentes approches au sein de l'équipe de rédaction sur certaines questions mais en général nous voulons tous que la Grèce reste dans la zone euro. Nous sommes un journal pro-européen et pro-euro, plutôt libéral en économie mais pas dans un libéralisme absolu et plutôt de gauche sur les questions de la société. Je ne suis pas sûr qu'il y ait une ligne éditoriale. Sur la question du mémorandum, c'est-à-dire s'il fallait assouplir ses critères ou pas, il n'y pas de discussion de fond mais juste le constat qu'il ne marchait pas et qu'il faut désormais en sortir. Mais comment en sortir ? Nous n'avons pas la réponse. Ce qui nous semble essentiel est que la stratégie élaborée par la troïka pour la Grèce doit être considérée comme importante pour les autres pays. Ce propos est important pour que les marchés aient confiance à l'Europe qui est une question de principe.*

4.3. Libération : entretien avec Marc Semo, rédacteur en chef du service international

- 1. Nous n'avons jamais cru que la Grèce était ce miracle économique d'avant la crise de 2008-2009, souvent présenté dans les journaux. Son entrée dans la zone Euro nous avait un peu surpris. La Grèce a toujours semblé être à bien des égards un pays à économie parasitaire, artificielle, c'est à dire fondée sur l'injection massive d'argent européen. Encore maintenant, on ne sait pas très bien ce que produit la Grèce, pour parler crument. Ce qui était aussi frappant, c'était qu'en Grèce, encore plus qu'ailleurs, cette dimension de la génération à 500 euros était particulièrement forte, révélant une totalement incapable d'intégrer ces jeunes.*
- 2. Etant donnés tous ces problèmes structurels du pays, le déclenchement de la crise était une question de temps. Une fois déclenchée, la crise était extrêmement grave et sérieuse et nous obligeait à s'interroger sur la réalité même de ce qu'était l'état grec et la société grecque.*
- 3. Au moment où a éclaté la crise, en France on pensait pouvoir trouver un compromis rapide avec l'Allemagne sur la Grèce. Au contraire, j'avais réalisé à quel point les Allemands étaient fous de rage contre les Grecs, et notamment sur la question du mensonge. A partir de là, on avait quand même compris que se fier à la Grèce allait être très compliqué, que l'Allemagne était prête à aller jusqu'au bout et pouvait laisser la Grèce faire faillite. Rétrospectivement, on peut même se demander si ça n'aurait pas été la meilleure solution pour éviter la contagion de la zone euro. On se rend bien compte que la zone euro avait dopé la croissance avec des taux d'intérêt très bas, au delà des erreurs des politiques européens très peu capables de gérer la situation. Il est vrai que la Grèce a été utilisée comme laboratoire des politiques qui ont enclenché une spirale déflationniste et la récession. Certains ils ont bien décelé et critiqué le choix de mettre en place un protectorat ou une prise en charge absolue de la Grèce sous une forme d'occupation européenne. Au-delà de ça, la cure était infaisable à cause de la culture et de la société grecque : il n'y avait pas cette pacte sociale minimum qui aurait permit de faire passer les reformes. Contrairement aux autres pays qui ont*

subi la crise comme le Portugal et l'Irlande, en Grèce les médias et la classe politique ont été incapables de mener la réflexion sur ce qui s'est vraiment passé.

4. *Monstrueux coups de main de la politique d'austérité. Solidarité familiale, déclin quartiers d'Athènes, voix de gauche, mais c'est répétitif à un moment donné.*
5. *On essaie d'expliquer, ce qui intéresse les Français le chaos politique, la décrédibilisation de la classe politique grecque, le Pasok par exemple raillé du panorama politique. Pour un journal de gauche, dans un pays gouverné par le Parti Socialiste, ça nous fait réfléchir. L'explosion de l'Aube Dorée pareil et la montée du SYRIZA de l'autre côté. Dans ce dernier temps, plus que sur la misère de la crise on a focalisé les choses sur le contrecoup politique comme signe d'avertissement par rapport à ce que nous sommes en train de vivre. Routine journalistique d'expliquer les titres de personnes et des partis Mais expliquer aux Français ce qui se passe en Grèce n'est pas très difficile car nous avons beaucoup de similitudes en termes d'imaginaire et des représentations.*
6. *Il n'y a pas de ligne éditoriale. Tous les journalistes, nous connaissons la réalité grecque. Nous essayons de faire comprendre tout ce que je viens de raconter.*

5. Recherche sur le corpus des articles

Troisième piste de travail de notre mémoire, la recherche sur le corpus des articles cible principalement à localiser le degré dans lequel les trois journaux emploient chacun de nos cinq cadres, présentés dans le chapitre 4.

5.1. Le corpus de recherche

Etant donnée de la très longue et jusqu'aujourd'hui indéfinie durée de la crise grecque, il fallait sélectionner un corpus représentatif des articles y dédiés. En prenant en compte les contraintes de faisabilité de notre mémoire, nous avons décidé d'examiner une période de dix semaines (de 10/09/2011 à 18/11/2011) qui comprend des événements importants (une application des impôts spéciaux, le plan d'aide du 26-27 octobre, l'annonce du référendum et ses conséquences, la nomination de Loucas Papademos à la tête du gouvernement) aussi bien que des semaines dites « calmes ». Supposons que la crise se termine au premier semestre de l'année 2013, en réalité elle est en pleine évolution, cette période pourrait être vue comme sa micrographie : le problème du remboursement de la dette grecque se pose à nouveau après l'accord du 21^e juillet 2011, un accord économique est assuré, suivi par une crise politique qui se résout de façon satisfaisante pour la troïka.

Pour répondre à la question concernant la modification du comportement des journaux en fonction des événements, nous étudierons leur comportement dans le temps. La longueur de la période de recherche (dix semaines) nous permet de le faire. Nous divisons désormais la période de dix semaines en cinq « bi-semaines » caractérisées par des événements particuliers ou par leur absence :

« Bi-semaine »	Evénements
1 ^{ère} (10/09 – 23/09) (bi-semaine d'affirmations et de rumeurs)	La question de la sortie de la Grèce de la zone euro se pose après la faible réalisation de ses engagements auprès la troïka. Le danger d'une contagion et de la fin de la zone euro fait peur et affecte les marchés à travers le monde.

2 ^{ème} (24/09 – 07/10) (bi-semaine « calme » de négociations économiques)	Les gouvernements et les créanciers se préparent pour une nouvelle décote de la dette grecque.
3 ^{ème} (08/10 – 21/10) (bi-semaine « calme » d'activité de la part du peuple)	La troïka donne la nouvelle tranche d'aide à la Grèce et le gouvernement grec adopte des nouvelles mesures d'austérité ; les citoyens grecs y résistent.
4 ^{ème} (22/10 – 04/11) (bi-semaine pleine d'événements)	Le plan de sauvetage du 27 octobre, réactions des citoyens, annonce du référendum.
5 ^{ème} (05/11 – 18/11) (bi-semaine relativement « calme » de négociations politiques)	G.Papandréou quitte son poste, les parties politiques grecs forment un gouvernement de coalition sous le technocrate Loucas Papadémos.

Pendant notre période d'étude, l'UMP et Nicolas Sarkozy sont au pouvoir en France. Il faut marquer que notre corpus serait encore plus représentatif de la crise grecque si elle intégrait également des semaines de gouvernance de François Hollande. Acteurs politiques comme nous avons mis en évidence, les médias sont susceptibles de modifier leur positionnement vis-à-vis le tel ou tel sujet en fonction de la formation politique qui se trouve au pouvoir. Nous compensons cette contrainte par les entretiens avec les rédacteurs en chef des trois journaux, réalisés pendant l'été 2013.

Après avoir déterminé la période de recherche, nous devons préciser les critères selon lesquels nous intégrons un article dans notre corpus ou pas. Le fait que la crise grecque s'inscrit dans « la crise de la zone euro » rend parfois la tâche de la sélection très compliquée. Nous intégrons dans notre corpus tout article et *article intégré*, publié dans les versions papiers des journaux *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération*

pendant la période 10/09/2011 – 18/11/2011 qui satisfait au moins un des critères suivants :

- a. Son sujet principal est la crise grecque
- b. La crise grecque est citée dans le titre
- c. La crise grecque constitue un élément essentiel du raisonnement de l'article

En disant « article intégré », nous entendons les parties-paragraphe d'articles de contenu divers qui sont distingués par l'ensemble de l'article par un sous-titre. Les paragraphes d'articles de contenu divers qui ne sont pas titrés ne sont pas pris en compte, même si leur contenu concerne la crise grecque.

5.2. Présentation de la grille d'analyse

« **Label** » C'est l'étiquette de chaque article. Il s'agit des trois premières lettres du nom du journal (FIG, MON, LIB) et le nombre de cas.

« **Journal** » Le journal dans lequel se trouve l'article.

« **Date** » La date de publication de l'article.

« **A la une** » Si l'article se trouve ou s'annonce à la une de la publication. Le nombre d'articles figurant à la une de chaque journal est un indicatif de l'attention que le journal a accordé à la crise grecque.

« **Rubrique** » La rubrique de la publication dans laquelle s'affiche l'article. Valeurs possibles : international, Europe, politique, économie, autre.

« **Type de publication** » Valeurs possibles : reportage, article d'opinion, éditorial, interview et autre.

« **Autonome** » Nous attribuons la valeur « 1 » aux articles normaux et la valeur « 2 » aux articles intégrés.

« **Grand titre** » Dans les cas d'articles intégrés, le titre du grand article de contenu divers est cité ici. Dans les cas d'articles normaux, nous attribuons la valeur « aut ».

« **Titre** » : le titre de l'article étudié.

« **Cadre principal** » Le cadre qui correspond mieux parmi les cinq au contenu de l'article. Son emploi par l'auteur est évident dès la première lecture.

« **Cadre secondaire** » La valeur attribuée est un parmi les quatre cadres qui restent après l'attribution du cadre principal. Un cadre secondaire n'existe pas dans tous les articles. Dans les cas où il existe, soit il illustre une dimension secondaire du fait ou de la thèse y exprimé soit il se réfère à un(e) deuxième fait/thèse intégré(e) de moindre importance. Les résultats issus de cette variable seront pris en compte comme supplémentaires à ceux du cadre principal.

« **Acteur principal** » La/les personne(s) ou structures dont les actions sont encadrées par le cadre principal.

« **Evaluation de l'acteur principal** » La réponse est du type « oui ou non » et correspond au choix du journal d'évaluer l'acteur ou pas.

« **Type d'évaluation de l'acteur principal** » La valeur attribuée est valable si la réponse à la variable précédente est « oui ». Dans ce cas-ci, nous avons quatre types d'évaluation possibles : positive, faiblement positive, faiblement négative, négative.

« **Acteur secondaire** » La/les personne(s) ou structures dont les actions soient également encadrées par le cadre principal ou par le cadre secondaire.

« **Evaluation de l'acteur secondaire** » La réponse est du type « oui ou non » et correspond au choix du journal d'évaluer l'acteur ou pas.

« **Type d'évaluation de l'acteur secondaire** » La valeur attribuée est valable si la réponse à la variable précédente est « oui ». Dans ce cas-ci, nous avons les mêmes quatre types d'évaluation possibles : positive, faiblement positive, faiblement négative, négative.

5.3. Présentation des outils de recherche

Pour mener à bien cette étude, nous avons consulté toutes les publications faites par les trois journaux pendant la période d'étude en format « pdf », sur la plateforme *Europresse*.

Pour l'analyse des données quantitatives et des données qualitatives qui pouvaient être codifiés comme des données quantitatives, nous avons utilisé le logiciel « SPSS » de

l'IBM. Dans la rubrique des résultats nous expliquons en détail les outils employés pour chaque résultat extrait.

5.4. Résultats

Pendant les dix semaines de la période de recherche, chaque journal a publié 60 éditions (six par semaine). Notre corpus consiste en 264 articles repartis comme marqué ci-dessous :

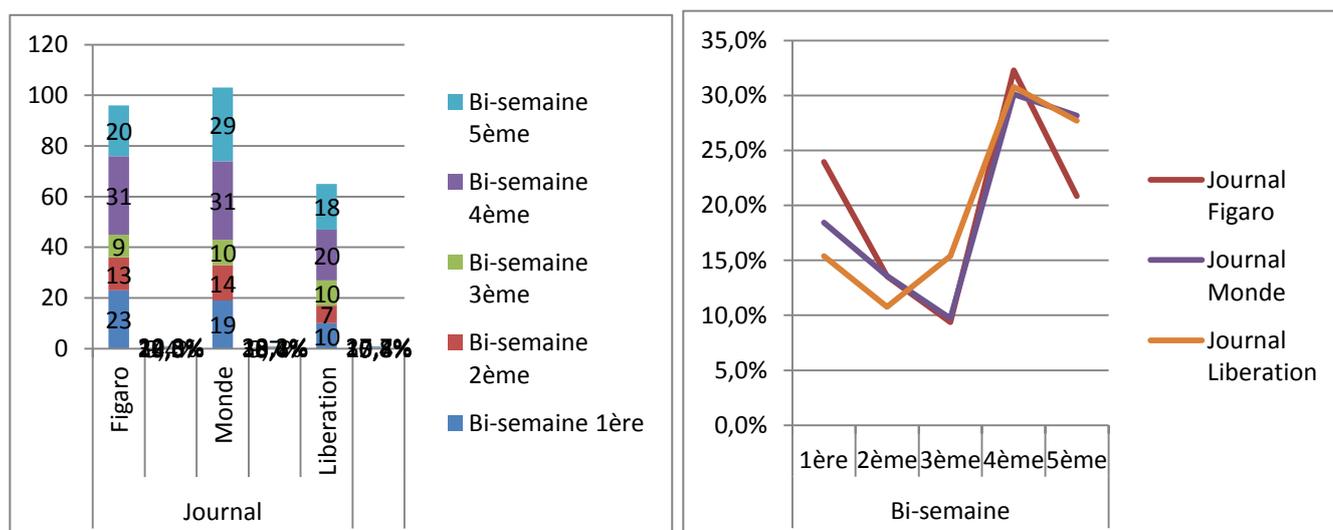
Le Figaro : 96, (36,4% du corpus), 1,6 par édition, 49/60 éditions contiennent au moins un article

Le Monde : 103, (39% du corpus), 1,72 par édition, 49/60 éditions contiennent au moins un article

Libération : 65, (24,6% du corpus), 1,08 par édition, 34/60 éditions contiennent au moins un article

Nous voyons que *le Figaro* et *le Monde* présentent des résultats très similaires en termes de quantité d'articles et de nombre d'éditions contenant au moins un article sur la crise grecque. Cette similitude est dans une première phase interprétée par leur format mais elle peut être vue comme indice d'une perception commune entre les deux journaux sur ce qui mérite d'être publié (newsworthiness).

Répartition des articles dans le temps



Nous marquons que *Le Figaro* a publié un nombre important d'articles pendant la première bi-semaine (semaine d'affirmations et de rumeurs). Au contraire, le journal n'a pas insisté sur la formation du gouvernement de coalition pendant la 5^{ème} bi-semaine.

Au contraire, *Le Monde* et *Libération* ont peu diminué le nombre de leurs publications de la 4^{ème} à la 5^{ème} bi-semaine. *Libération* plus particulièrement semble de « se réveiller » par l'impose de nouvelles mesures d'austérité et la réaction du peuple grec : après une faible présence de la crise grecque dans ses pages pendant les quatre premières semaines (rumeurs et négociations), elle a publié les 73,9% de ses articles pendant les 3 dernières bi-semaines (60% de la durée de la période d'étude). La 3^{ème} bi-semaine était la plus « calme » en termes de publications pour *le Figaro* et *le Monde* dont les courbes, malgré leurs différences, présentent la même tendance. Cette dernière remarque constitue encore un indice d'une perception commune entre les deux journaux sur ce qui mérite d'être publié (newsworthiness).

Les trois journaux présentent un comportement similaire sur l'affichage des articles dédiés à la crise grecque **à la une** :

Le Figaro : 29/96, 30,2%

Le Monde : 35/103, 34,0%

Libération : 18/65, 27, 7%

Le déficit de *Libération* se justifie par sa mise en page de la une qui est presque monothématique.

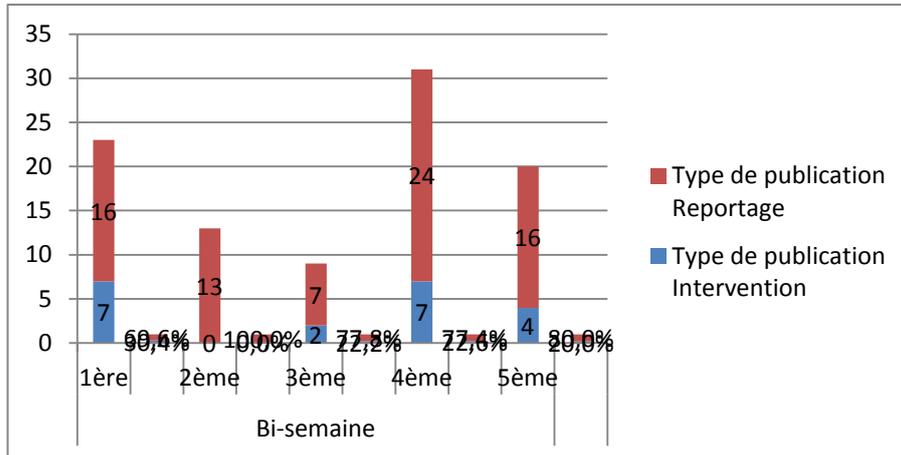
Type de publication

Après avoir travaillé sur les valeurs déterminées du début, nous constatons une dominance absolue des articles-reportages. Nous regroupons désormais les articles d'opinion, les interviews et les éditoriaux, c'est-à-dire les types de publication dans lesquels des propos sont exprimés de façon plus évidente par rapport aux reportages, en une nouvelle valeur que nous codons comme « intervention ». Nous considérons le pourcentage des articles « d'intervention » par rapport à l'ensemble des articles un

indicateur de la volonté de chaque journal de se positionner politiquement vis-à-vis de la crise grecque.

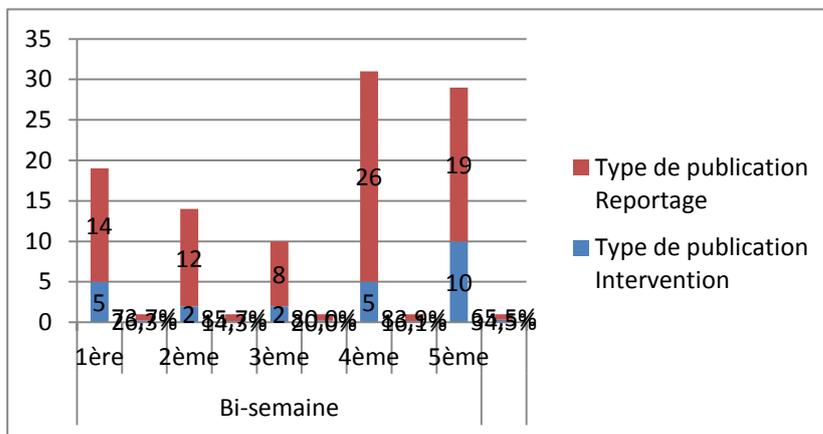
Le Figaro : 20/96, 20,8%

Répartition des types de publication dans le temps chez *le Figaro*



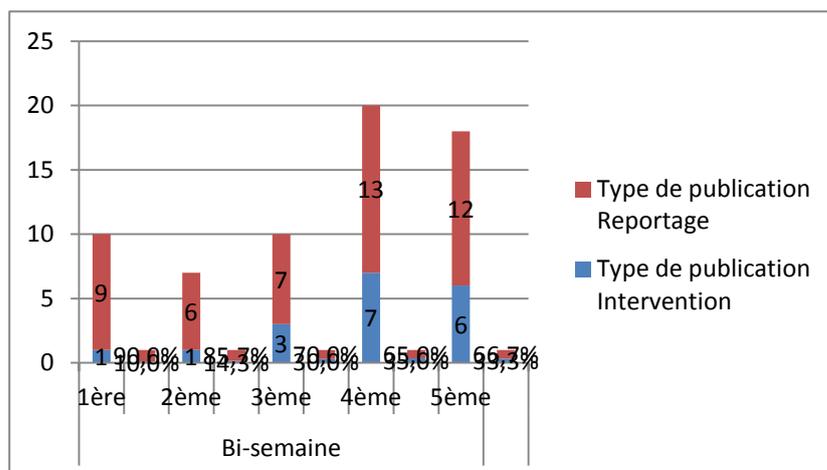
Le Monde : 24/103, 23,3%

Répartition des types de publication dans le temps chez *le Monde*



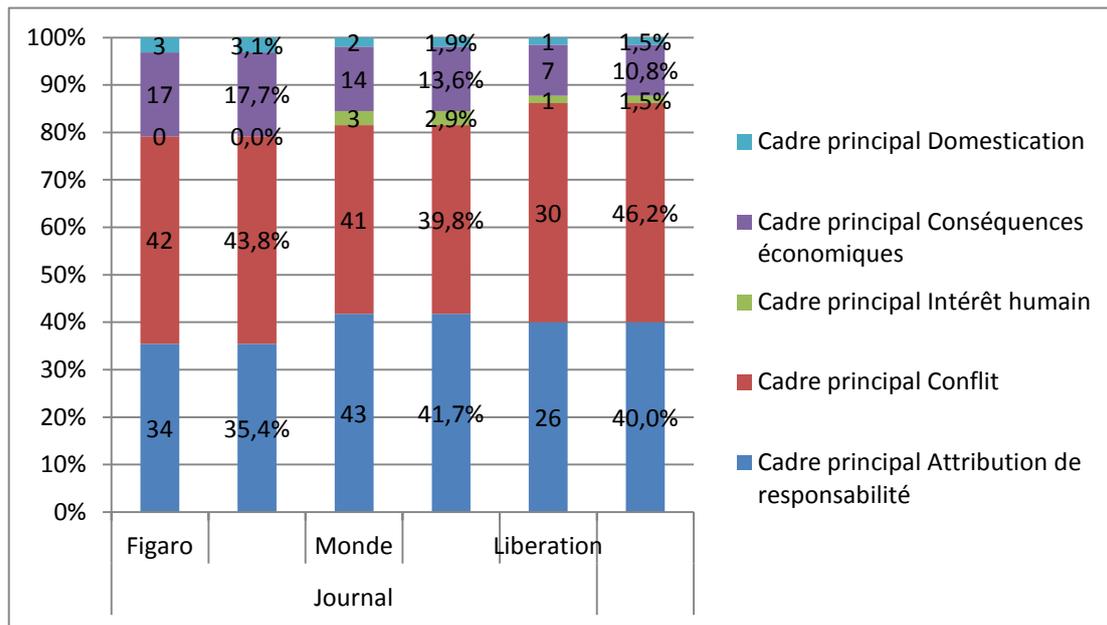
Libération : 18/65, 27,7%

Répartition des types de publication chez *Libération*



La différence parmi les journaux est petite mais pas négligeable. Le pourcentage plus important des articles « d'intervention » chez *Libération* par rapport à celui chez *le Figaro* est interprétée par les choix éditoriaux de deux journaux. Le journal « allié » de l'UMP a dédié une série de reportages au début de la période d'étude sur les affirmations des officiers et des cadres de la troïka sur la possibilité de la faillite de la Grèce et la contagion éventuelle. « Libé » de son côté, a publié un nombre considérable d'articles d'opinion sur le référendum et la nomination de Loucas Papadémos à la tête d'un pays démocratique. En plus, son format particulier encourage la présentation thématique des événements tous les deux ou trois jours, accompagnés par une analyse de fond au lieu de la publication régulière de nombreux petits reportages. *Le Monde* a aussi publié assez d'articles d'opinion sur ces questions : la relation des articles « d'intervention » par rapport aux reportages pendant la 5^{ème} bi-semaine chez *le Monde* et chez *Libération* est presque $\frac{1}{2}$.

Cadre principal



Toutes les deux colonnes sont identiques et correspondent aux fréquences réelles et aux pourcentages d'emploi des cadres par chaque journal.

Le cadre de conflit est employé davantage par *le Figaro* (43,8%) et celui d'attribution de responsabilité arrive juste après (35,4%). Le pourcentage non négligeable du cadre économique comme cadre principal (17,7%) nous permet de penser que l'approche du journal sur la crise grecque tend d'être technocratique. Nous notons aussi l'absence totale du cadre d'intérêt humain comme cadre principal.

Le pourcentage du cadre d'attribution de responsabilité (41,7%) est faiblement supérieur à celui du conflit (39,8%) chez *le Monde*. Le pourcentage du cadre économique est plus bas que chez *le Figaro* (13,6%) tandis que celui d'intérêt humain existe sans être cependant important (2,9%).

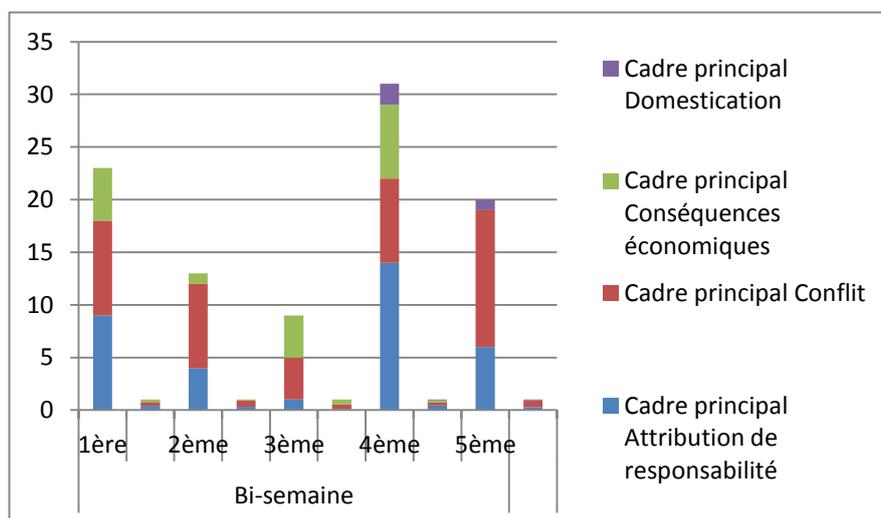
Comme chez *le Figaro*, le cadre du conflit arrive premier (46,2%) chez *Libération* et celui d'attribution de responsabilité arrive deuxième avec 40%. Le cadre économique se présente bas par rapport aux deux autres (10,8%). Le pourcentage du cadre d'intérêt humain est également négligeable (1,5%).

Les deux journaux « alliés » des partis politiques, *le Figaro* « allié » de l'UMP et *Libération* « allié » du PS, emploient davantage le cadre du conflit comme cadre principal tandis que *le Monde* emploie davantage celui de l'attribution de

responsabilité. Le cadre de « news domestication » est très faiblement employé comme cadre principal par les trois journaux.

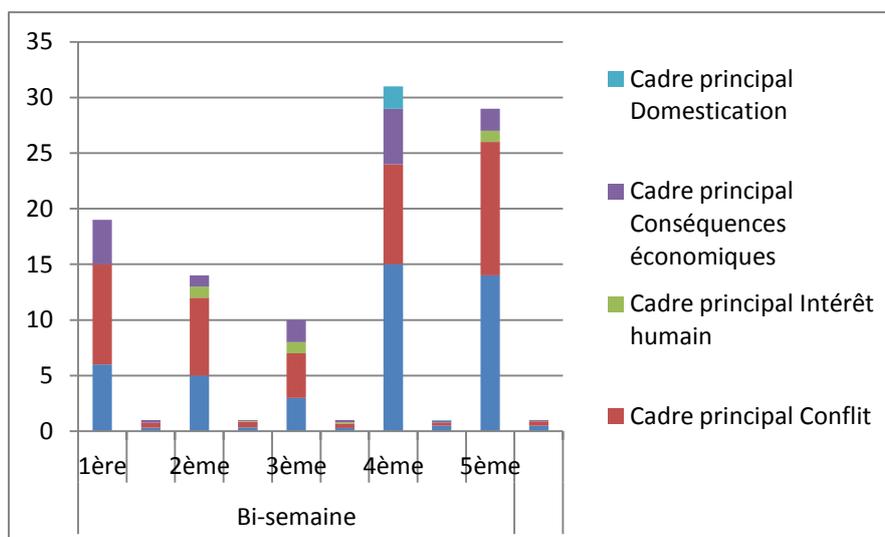
Cadre principal dans le temps

Le cadrage principal dans le temps chez *Le Figaro*



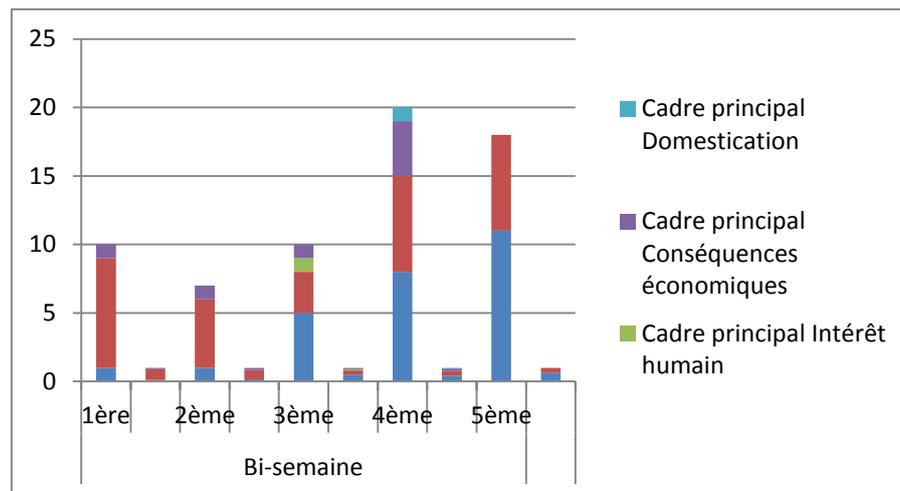
Chez *le Figaro* l'emploi du cadre d'attribution de responsabilité comme cadre principal est proportionnel au nombre d'articles publiés pendant chaque bi-semaine. Le cadre de conflit est le plus employé pendant toutes les bi-semaines sauf la 4^{ème} où le cadre de responsabilité est dominant. Celui de « news domestication » n'apparaît que pendant les deux dernières bi-semaines tandis que le cadre économique disparaît pendant la 5^{ème}.

Le cadrage principal dans le temps chez *Le Monde*



Comme *le Figaro*, *le Monde* emploie le cadre de responsabilité comme cadre principal de façon proportionnelle au nombre d'articles publiés par bi-semaine. Le cadre est dominant pendant les deux dernières bi-semaines et le cadre de conflit est le plus employé pendant les 3 premières. Le cadre économique est omni-présent tandis que le cadre de « news domestication » n'apparaît que pendant la 4^{ème} bi-semaine. Celui d'intérêt humain apparaît de façon spasmodique.

Le cadrage principal dans le temps chez *Libération*



Libération ne suit pas la règle de la proportionnalité entre le cadre de responsabilité et le nombre d'articles ; l'emploi de ce cadre comme cadre principal augmente au cours de la période d'étude en démontrant l'escalade de la « mobilisation » du journal vis-à-vis de la crise grecque. Pendant les trois dernières bi-semaines le cadre de responsabilité dépasse celui de conflit mais son emploi extrêmement bas pendant les deux premières ne lui permet pas d'être le plus employé en général. Comme chez *le Figaro*, le cadre économique disparaît pendant la 5^{ème} bi-semaine. Celui de « news domestication » n'est présent que pendant la 4^{ème} comme chez *le Monde* et le cadre d'intérêt humain est employé seulement pendant la 3^{ème} bi-semaine (de nouvelles mesures d'austérité et des manifestations).

La proportionnalité entre l'emploi du cadre de responsabilité et le nombre d'articles publiés nous permet de penser que les deux sont indicatives de la vocation d'un journal d'intervenir sur la crise grecque. **En avoir publié une grande partie de leurs articles et en avoir employé le cadre de responsabilité en priorité pendant la 4^{ème} bi-semaine, nous comprenons que les trois journaux ont jugé l'annonce du**

référendum comme événement extrêmement important. Ce constat est vérifié par les témoignages des trois rédacteurs en chef. **Au-delà, *Le Figaro* a intervenu en priorité sur la possibilité de la sortie de la Grèce de la zone euro et la contagion éventuelle tandis que *le Monde* et *Libération* ont insisté sur les conséquences des événements de la 4^{ème} bi-semaine et sur la formation du nouveau gouvernement grec sous le technocrate Loucas Papadémos.**

Attribution de responsabilité : à qui ?

Nous venons de vérifier le rôle particulier du cadre d'attribution de responsabilité. Nous constatons que dans la vaste majorité des cas-articles ainsi encadrés, les journaux ont évalué les acteurs principaux en question : 30/34 chez *le Figaro*, 37/43 chez *le Monde* et 24/26 chez *Libération*. Nous allons désormais focaliser notre attention sur les acteurs principaux auxquels les trois journaux ont attribué de la responsabilité et un type d'évaluation.

Afin que nous diminuions le très grand nombre d'acteurs cités par les journaux, nous les regroupons de la façon s'affichant dans les tableaux. Ils y apparaissent les acteurs/groupes d'acteurs qui ont été marqués comme acteurs principaux dans un nombre minimum de trois (3) articles. Voici les résultats :

Le Figaro (30/34)

	Positive	Faiblement positive	Faiblement négative	Négative	Total
G. Papandréou	0	0	2	3	5
L'UE + La zone euro	2	1	2	0	5
Le(s) gouv.(s) grec(s) + la classe pol. Gr.	0	2	2	1	5
La Grèce	0	0	3	0	3
L'Allemagne	0	3	0	0	3

La France + N. Sarkozy	1	2	0	0	3
-------------------------------	---	---	---	---	---

Il est clair que *le Figaro* attribue de la responsabilité négative aux acteurs grecs mais évalue de façon plutôt positive l'UE et la zone euro, l'Allemagne et la France/Nicolas Sarkozy.

Le Monde (37/43)

	Positive	Faiblement positive	Faiblement négative	Négative	Total
La Grèce	1	1	2	4	8
L'UE + La zone euro	0	0	7	1	8
G. Papandréou	0	1	1	3	5

L'attitude du *Monde* vis-à-vis de Georges Papandréou et de la Grèce est faiblement plus positive que celle du *Figaro* mais reste toujours négative. Au contraire, le journal attribue de la responsabilité lourde à l'UE et à la zone euro.

Libération (24)

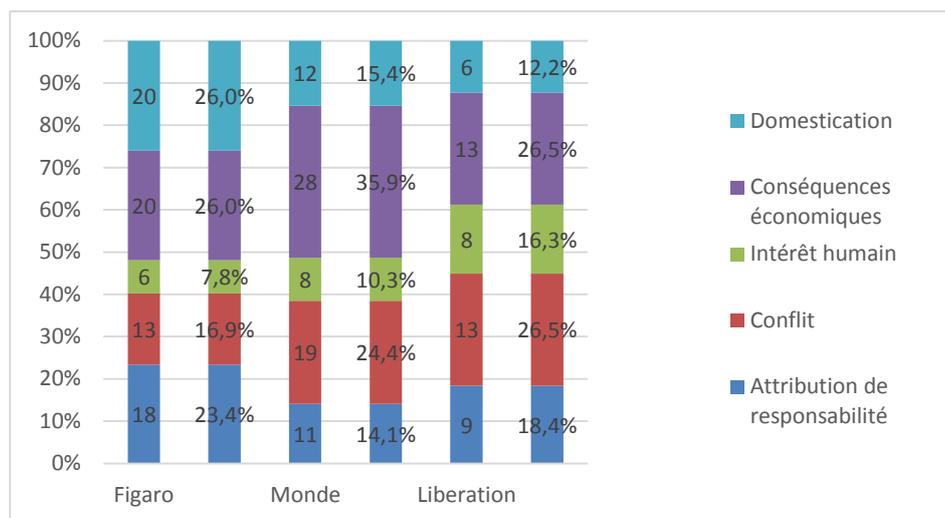
	Positive	Faiblement positive	Faiblement négative	Négative	Total
L'UE + la zone euro	0	0	2	4	6
G. Papandréou	0	0	3	2	5
Les marchés + les créanciers privés	0	0	1	2	3

« Libé » n’attribue que de la responsabilité négative à ses acteurs qui sont l’UE et la zone euro, Georges Papandréou et le groupe marchés-créanciers privés⁵². Contrairement aux deux autres, le journal évite de percevoir la Grèce comme entité politique et fait la distinction entre les gouverneurs et les citoyens qui subissent les conséquences de la crise.

Les trois journaux ont jugé Georges Papandréou de façon très négative, surtout à cause de son initiative d’annoncer un référendum pour la ratification du plan de sauvetage du 27 octobre. Au-delà, *le Figaro* et *le Monde* ont mis l’accent sur les problèmes structurels de la Grèce et ont accusé sa classe politique de la situation dévastatrice du pays et de la zone euro. Élément en commun pour *le Monde* et *Libération*, l’attribution de responsabilité négative à l’UE et à la zone euro.

Cadre secondaire

Les pourcentages se réfèrent aux cas-articles contenant un cadre secondaire (chez *le Figaro* 77/96 (80,2%), chez *le Monde* 78/103 (75,7%), chez *Libération* 49/65 (75,4%)).



Nous constatons une répartition des cinq cadres beaucoup plus équilibrée que dans le cas du cadre principal. Le comportement des trois journaux sur la question est similaire. L’omniprésence de l’aspect économique de la crise, s’y démontre : le cadre économique apparaît davantage comme cadre secondaire chez les trois journaux (26% chez *le Figaro*, 35,9% chez *le Monde* et 26,5% chez *Libération*) même si chez *le*

⁵² Il s’agit des établissements privés qui détiennent des titres grecs.

Figaro le pourcentage est égal à celui du cadre de « news domestication » et chez *Libération* avec celui de conflit.

Le pourcentage important du cadre de « news domestication » chez *le Figaro* comme cadre secondaire (26%) ne peut qu'être lié à la volonté du journal de présenter en priorité la contribution de l'alors Président Nicolas Sarkozy à l'actualité européenne. Sans pouvoir le prouver ici, nous supposons que cette tendance du *Figaro* serait encore plus intensive au cours de la période pré-électorale de la France. En tout cas, l'engagement politique du journal à droite et à l'idée de la nation⁵³ forcent le journal à adopter un point de vue plus « francocentrique » que les deux autres. Une recherche similaire à la notre mais focalisée sur la période après l'élection présidentielle 2012 pourrait s'interroger sur le degré dans lequel *Libération* met en place de telles pratiques à l'égard de François Hollande. Après son absence totale comme cadre principal, le pourcentage du cadre d'intérêt humain reste le plus bas chez *le Figaro*, même comme cadre secondaire. En tenant en compte le nombre limité d'articles pendant la 3^{ème} bi-semaine (impose de mesures d'austérité, manifestations) nous dirions que le journal ne s'intéresse pas aux dommages provoqués dans le quotidien des gens. Il est aussi possible que cette attitude est liée à la tendance du journal vers le technocratisme.

La répartition des cinq cadres chez *Le Monde* est telle qui rend les résultats peu exploitables. Suite au cadre économique, se trouve le cadre du conflit avec 24,4%. Celui de « news domestication » est troisième, faiblement supérieur à celui de l'attribution de responsabilité. Le pourcentage du cadre de l'intérêt humain dépasse le 10%.

Comme dans le cas du cadre principal, le cadre du conflit est également le plus employé comme cadre secondaire chez *Libération* (même pourcentage avec le cadre économique). Le pourcentage du cadre d'intérêt humain comme cadre secondaire s'élève au 16,3%, démontrant la vocation du journal de parler du malaise provoqué par la crise dans un cadre politique (cadres de conflit et de responsabilité) et pas purement humanitaire et philanthropique. Ce élément-ci en combinaison avec la

⁵³ DE MONTETY, E. « Le 11 Novembre, un jour pour la nation ». Editorial. *Le Figaro* 12.11.2011.

dominance du cadre de conflit et l'évaluation négative de l'UE et de la zone euro ainsi que des marchés-créanciers privés par le journal, nous permet de dire que les conflits de nature diverse représentés par *Libération* convergent vers un schéma du type « peuple vs. technocrates ». En outre, le cadre de « news domestication » est le plus bas parmi les trois journaux, choix éditorial qui s'explique par la vocation du journal d'éviter la projection de Nicolas Sarkozy, quelques mois avant l'élection présidentielle.

Notre hypothèse que les journaux de qualité français mettent en avant l'aspect politique de la crise grecque est vérifiée par les résultats de notre recherche sur le corpus des articles. Ce constat apparaît dans l'emploi des cadres d'attribution de responsabilité et de conflit comme cadres principaux. Les sommes des pourcentages de ces deux cadres sont très hautes : 79,2% chez *le Figaro*, 81,5% chez *le Monde* et 86,2% chez *Libération*. Le cadre économique reste dominant comme cadre secondaire, constat plus ou moins prévisible étant donné que les deux aspects, politique et économique, sont très difficilement dissociés et les conséquences économiques de la crise sont omniprésentes. Ce qui est cependant intéressant est que **l'aspect économique se renforce par rapport au politique de gauche à droite du phasme politique**. Cette relation se démontre à la différence entre la somme des cadres politiques et le cadre économique chez chaque journal : *Libération* 86,2% - 10,8% = 75,4%, *le Monde* 81,5% - 13,6% = 67,9% et *le Figaro* 79,2% - 17,7% = 61,5%.

Puis, il est affirmé qu'en dehors du cadre secondaire de « Figaro », le cadre de « news domestication » est peu employé par les trois journaux. Ce constat s'assortie avec le propos évoqué dans l'introduction, que la presse de qualité s'adresse en priorité aux publics actifs qui n'ont pas besoin d'information « baptisées » dans l'eau nationale.

De plus, malgré la différenciation parmi les trois journaux, les pourcentages du cadre de l'intérêt humain restent toujours bas, comme prévu par la théorie.

6. Conclusions

Le statut des trois journaux pendant la crise grecque, les entretiens avec les rédacteurs en chef du service international et les résultats de la recherche sur le corpus des articles, nous permet de répondre à la problématique du mémoire : quel est le rôle que les journaux quotidiens de qualité français essayent de jouer à propos du traitement de la crise grecque en tant qu'acteurs politiques indépendants.

6.1. Le Figaro

En ayant une ligne éditoriale assez stable dans le temps, le journal « allié » de l'UMP met l'accent sur la rupture (cadre de conflit) créée entre la Grèce et ses « partenaires ». Le pays en tant qu'entité politique et la classe politique grecque sont accusés de cette rupture. De l'autre côté, l'UE, la zone euro et plus particulièrement l'axe Paris-Berlin sont présentés comme des forces solidaires qui agissent pour sauver leur partenaire ingrat (cadre de responsabilité).

Malgré la dominance du cadrage « politique » (cadres de responsabilité et de conflit), le cadre de conséquences économiques est loin d'être négligeable chez *le Figaro*. Cela nous permet de dire que le journal adopte dans un certain degré un point de vue technocratique vis-à-vis de la crise grecque.

Liée à la remarque précédente est le commentaire de Philippe Gélie sur la moralité Grèce : « un pays prisonnier de ses propres leurres et mensonges ». Le journaliste se réfère sans doute aux statistiques « truqués » que la Grèce est censé cacher pour entrer dans la zone euro. Il implique que la Grèce ne pouvait pas et ne méritait pas profiter de l'aide offerte par ses partenaires. Selon cette approche, le point de vue moral s'identifie avec le point de vue technocratique : la Grèce a « triché » en la matière économique (fondamentale dans la vision technocratique), elle doit être punie pour cela. Il s'agit d'un résumé de l'argumentation employée par les décideurs européens pour justifier la violence extrême des mesures d'austérité imposées à la Grèce ou même une sortie éventuelle du pays de la zone euro.

L'adoption de cet argument par le journal peut être associée à l'intérêt limité du journal à approfondir ou de parler des conséquences de la crise dans le quotidien des citoyens grecs et des particularités du pays. Ces dernières sont sans doute des aspects de la crise qui pourraient éventuellement sensibiliser les lecteurs contre les mesures d'austérité. *Le Figaro* s'y est peu référé. Selon la réponse de Philippe Gélie à notre première question, loin d'un pays plein de problèmes structurels et de particularités historiques, la Grèce avant la crise était une destination de vacances, maintenant elle est le pays qui a trahi notre confiance. Une sorte de surprise par le déclenchement de la crise est impliquée ; la surprise culpabilise (encore plus) la Grèce et présente les Européens comme ignorants et innocents.

Cette perception de la Grèce comme « pays-tricheur » présuppose que le sujet parlant (*le Figaro*) et son public n'ont rien ou très peu en commun avec elle. Philippe Gélie a décrit la crise grecque comme une « situation étrangère » que la rédaction du Figaro avait à expliquer au public francophone. Cette idée de « nous et les autres » s'assortie bien avec l'intention du journal de présenter davantage l'activité de Nicolas Sarkozy en tant que codirigeant de la zone euro et est liée à l'utilisation non négligeable des pratiques de « news domestication ». Pour le Figaro, la France dirigée par l'UMP et Nicolas Sarkozy est un pays puissant et généreux à l'antipode de la Grèce qui est un pays impuissant et « tricheur ».

L'attitude du journal vis-à-vis l'annonce du référendum de la part de Georges Papandréou est l'exemple le plus caractéristique de toutes ces remarques. Même si les trois journaux ont critiqué l'alors premier-ministre grec, les articles et les éditoriaux du *Figaro* ont été extrêmement stricts (évaluation la plus négative). Une grande partie d'eux ont été dédiés aux effets très sérieux de l'annonce du référendum sur d'une part les efforts des Européens et des G20 - Nicolas Sarkozy était à la tête de la réunion à Cannes au mois de novembre 2011 - pour sortir de la crise de la zone euro, de l'autre part sur les marchés à travers le monde (vision technocratique). Comme sur le plan général, sur la question du référendum *le Figaro* a également employé cette argumentation « techno-morale » selon laquelle la France fait son devoir en tant que partenaire mais la Grèce ne l'apprécie pas.

De ces faits, nous dirions que *le Figaro* essaie de façon consistante de soutenir la politique mise en place en Europe en soulignant parallèlement la contribution de la France aux efforts réalisés pour le sauvetage de la Grèce et de la monnaie commune. Le journal présente cette *nouvelle réalité européenne et grecque* non seulement comme nécessaire pour la sortie de la crise mais aussi correcte d'un point de vue moral.

6.2. Le Monde

Le Monde a essayé de présenter la complexité extrême de la crise grecque surtout via l'attribution de responsabilité de façon voire égale aux gouverneurs grecs et aux institutions européens (UE et zone euro). Pour le journal, la crise grecque et son évolution est la conséquence des erreurs faites par des dirigeants grecs et européens, dès la décision de l'entrée de la Grèce dans la zone euro jusqu'au présent. L'article de deux pages de Jérôme Gautheret et Benoît Vitkine « Grèce – Europe : le grand malentendu »⁵⁴ est caractéristique de perception du journal sur la crise grecque (cadre de conflit également important).

Contrairement au *Figaro* qui lance une sorte de « responsabilité positive » attribuée aux institutions européennes et à la France, le journal perçoit la responsabilité comme négative. Cette perception est liée au constat évoqué par Jérôme Gautheret : « le mémorandum ne marche pas ». Le journal admet que prenant en compte l'évolution de la crise grecque, non seulement la Grèce mais l'Europe aussi est en train d'échouer. Ce propos de caractère entièrement politique remet en cause la politique mise en place en Europe. Contrairement au *Figaro* qui a insisté sur la couverture des négociations et la reproduction des rumeurs, *le Monde* a dédié un nombre d'articles d'analyse et d'opinion très considérable (du type « intervention ») pour chercher les causes et une solution plus appropriée pour la sortie de la Grèce et de l'Europe de la crise.

⁵⁴ GAUTHERET J. & VITKINE B. « Grèce – Europe : le grand malentendu ». *Le Monde*, 17/11/2011, p.24-25.

L'opposition partielle de la politique mise en place et l'interrogation sur ce que l'Europe et la Grèce doivent faire se font cependant en respectant les principes traditionnels du journal comme évoqués par Jérôme Gautheret : libéral sur le plan économique et de gauche sur le plan social. Le journal cherche, en général et dans le cas de la crise grecque en particulier, l'équilibre entre les deux principes, une sorte de « capitalisme humain ». La répartition relativement équilibrée des cinq cadres comme cadres secondaires est liée à cette tendance vers la couverture de tous les aspects de la crise et la présentation des arguments de toutes les parties impliquées. Même si cette vocation est très souhaitable d'un point de vue journalistique, elle rend le rôle politique du journal ambigu.

Cet « acrobatisme » politique de la part du journal est illustré dans le traitement de la crise grecque. Il souligne les effets négatives que la cure d'austérité exerce sur l'économie et la société grecque mais aux moments critiques comme celui de l'annonce du référendum par Georges Papandréou, le journal s'est peu différencié « du Figaro ». Même si la légitimité du droit du peuple de s'exprimer a été respectée dans les articles et les éditoriaux, la possibilité que la politique appliquée change de façon drastique semble indésirable pour *le Monde* : « *Il était assez problématique de constater que la seule façon de sauver la Grèce était de le faire malgré les Grecs* » a dit Jérôme Gautheret. Le journaliste a aussi avoué qu'une victoire éventuelle de Syriza aux élections grecques au mois de juin 2012 serait complètement indésirable pour son journal.

Pour conclure sur *le Monde*, nous dirions que le journal correspond bien à sa mission journalistique mais que son rôle politique reste ambigu. En tant que titre-symbole de la presse de qualité, il approfondit et il est critique envers toutes les parties impliquées mais sa position politique reste conservatrice.

6.3. Libération

Dans le cas de *Libération* nous avons une diversité bien visible entre les résultats de la recherche sur le corpus des articles et l'entretien avec Marc Semo. Pendant l'automne de l'année 2011 (période d'étude) le journal souligne le conflit d'intérêt (cadre de conflit) entre les marchés et l'élite de l'UE d'une part et les citoyens grecs de l'autre. Pour « Libé » à cette époque, la Grèce est un pays plein de problèmes structurels, habité par des gens qui méritent le respect de l'Europe ; c'est la classe politique grecque et les technocrates de la troïka qui sont en priorité responsables de la situation dévastatrice. Avec une série des articles assez longs, le journal a soutenu que la cure d'austérité génère des problèmes divers pour les citoyens (cadre d'intérêt humain) et met les institutions démocratiques au péril (opposition à la nomination de Loucas Papadémos). Sur la question sensible du référendum, *Libération* à l'époque a souligné le droit du peuple grec de choisir son avenir en critiquant néanmoins Georges Papandréou pour ne pas avoir prévenu ses homologues (évaluation négative).

Sans contredire ces propos, en été 2013 le journal met en exergue l'absence du discours autocritique en Grèce comme cause fondamentale de l'impasse dans lequel se trouve le pays. Marc Semo constate que les autres pays ayant subi la cure d'austérité réussissent dans un certain degré à améliorer certains indicatifs grâce à leur vocation d'approfondir sur les causes de leurs propres crises. Le journaliste implique que la Grèce doit s'adapter à la *nouvelle réalité européenne* même si son journal ne l'approuve pas. La critique de « Libé » envers l'Europe en 2013 concerne davantage les erreurs du passé (cas du référendum) et moins ceux du présent. De plus, son soutien rétrospectif à la sortie de la Grèce de la zone euro constitue un changement radical du positionnement du journal.

La modification de l'attitude de *Libération* a été expliquée par Marc Semo: le journal lui-même en tant qu'acteur politique orienté à gauche et « allié » du PS, est choqué par l'échec total du Pasok, étant au pouvoir pendant plus de 20 ans. Loin d'être une situation étrangère comme chez *le Figaro*, la crise grecque doit être traitée d'une part comme un mauvais exemple que le gouvernement français du PS doit éviter, de l'autre part comme une mission extrêmement difficile que la France en tant que pays puissant au sein de l'UE et de la zone euro gouvernée doit accomplir pour le bien des Européens, quoi qu'ils soient Grecs, Français, Italiens etc. Devant la complexité

extrême de cette double mission du PS et la volonté limitée de François Hollande de se heurter avec la *nouvelle réalité européenne*, « Libé » adopte une position d'attente et encourage les Grecs de se rendre compte de leurs responsabilités.

Nous constatons que malgré son raisonnement différent et ses réflexes démocratiques assez forts (mobilisation du journal contre les mesures d'austérité et la nomination de Loucas Papademos), *Libération* en tant que journal de qualité « allié » du parti au pouvoir modifie son positionnement vis-à-vis de la crise grecque et évite de dénoncer clairement la *nouvelle réalité européenne* comme sa cause principale.

6.4. La presse de qualité française, près de la position officielle de la France

Après avoir défini le rôle politique que chaque journal essaye de jouer à propos du traitement de la crise grecque, nous constatons que malgré leurs approches différentes et leurs réticences éventuelles par rapport à la *nouvelle réalité européenne et grecque*, les trois journaux ne dénoncent pas la politique appliquée, au moins dans son ensemble.

Cet élément de convergence nous mène à faire rappel au propos de Strömbäck & Dimitrova selon lequel « les valeurs et les idées qui caractérisent la culture politique du pays » sont parmi les facteurs intervenant lors du processus de construction du cadrage. En ce qui concerne la presse française, ces valeurs ne peuvent qu'être intégrées dans la position officielle de la France sur la crise grecque, comme celle est exprimée dans le discours des Présidents français.

Affirmation du Président de la République française, Nicolas Sarkozy le 30/09/2011 lors de la visite du premier-ministre grec Georges Papandréou à l'Élysée :

« Le peuple grec a beaucoup souffert [...] mais il doit comprendre que ces dernières années trop de réformes ont été retardées. [...] Nous avons une obligation morale à l'endroit des pays membres de la zone euro et de l'Union européenne. L'Europe, c'est une civilisation, une famille et une

solidarité : quand dans une famille, l'un des membres est en difficulté, tous les autres doivent l'aider. [...] Il n'est pas question de laisser tomber la Grèce »⁵⁵.

Affirmation du Président de la République française, Nicolas Sarkozy le 01/11/2011, après l'annonce du référendum par Georges Papandréou : « Donner la parole au peuple est toujours légitime, mais la solidarité de tous les pays de la zone euro ne saurait s'exercer sans que chacun consente aux efforts nécessaires. C'est pourquoi la France et l'Allemagne ont pris l'initiative de réunir demain, avant l'ouverture du sommet du G20, l'ensemble des institutions européennes ainsi que le Fonds monétaire international pour examiner avec le premier-ministre grec les conditions dans lesquelles les engagements pris seront tenus »⁵⁶.

Interview de la chaîne télévisée grecque *MEGA* avec le Président de la République française, François Hollande, le 13/06/2013, quatre jours avant le décisif deuxième tour des élections grecques : « Je suis pour que la Grèce reste dans la zone euro mais les Grecs doivent savoir que cela suppose qu'il y ait une relation de confiance [...] l'abandon pur et simple du mémorandum serait regardé par beaucoup de participants de la zone euro comme une rupture »⁵⁷.

Même si la définition de la position officielle de la France sur de la crise grecque ne constitue pas but de notre mémoire, les affirmations de deux Présidents nous

⁵⁵ Dans l'article de Cyrille Lachèvre « Paris demande la transparence à Athènes », *Le Figaro*, 1-2/09/2011, p.22.

⁵⁶ Affirmation disponible en ligne par le canal de l'AFP sur youtube : <http://www.youtube.com/watch?v=R5U3m8PNLdo>, consulté le 05/09/2013.

⁵⁷ La vidéo est disponible en ligne sur <http://www.megatv.com/megagegonota/article.asp?catid=27370&subid=2&pubid=29430293>, consulté le 02/09/2013.

permettent à dire que celle-ci est régie d'une part par les valeurs traditionnelles de l'Etat français (solidarité, droits de l'homme etc.), d'autre part par le choix politique du pays de ne pas s'opposer à la politique dominant en Europe. Les similitudes de la position officielle de la France avec le rôle politique que *le Monde* essaie de jouer sont évidentes. *Le Figaro* adopte l'argumentation des décideurs européens et *Libération* ne dénonce pas la politique appliquée à son ensemble. **De ces attitudes, se produit une espèce de convergence et de consensus minimum sur la crise grecque entre la politique étrangère du pays et la presse de qualité nationale**, au moins pendant la période de gouvernance du Parti Socialiste. **Ce consensus réside sur le choix des tous ces acteurs de ne pas s'opposer à la politique appliquée en Europe malgré son inefficacité sur le plan économique et ses conséquences très dévastatrices sur le plan social.**

Cette conclusion génère deux questions qui peuvent être l'objet de recherche des travaux à l'avenir. Premièrement, est-ce que la crise grecque est un cas isolé de consensus de ce type ou est-ce que le consensus constitue une règle pour tous les cas de crises (économiques)? De plus, si ledit consensus constitue une règle, est-elle une règle qui concerne exclusivement la France ou d'autres pays également? Deuxièmement, quels sont les effets éventuels de ce consensus sur l'évolution de la crise grecque? Répondre à cette question demeure une tâche extrêmement difficile lorsque la crise est en cours.

7. Références

7.1. Références académiques

ADAM, J.M. « Unités rédactionnelles et genres discursifs : cadre général pour une approche de la presse écrite ». *Pratiques*, n. 94, juin 1997.

ADAM, S. « Domestic Adaptations of Europe: A comparative study of the debates on EU enlargement and a common constitution in the German and the French quality press ». *International journal of public opinion research*. vol. 19. n. 4. Oxford University Press de la part de The World Association for Public Opinion Research. 2007. [Document en anglais].

BAHU-LEYSER, D., CHAVENON, H. « La presse française et ses lecteurs ». *DBL-HC – Colloque Admitech*. Paris. 24/04/1994.

CHARALAMPIS, D. *Πελατειακές σχέσεις και λαϊκισμός, η εξωθεσμική συναίνεση στο ελληνικό πολιτικό σύστημα [Clientelisme et populisme, le consensus extra-institutionnelle dans le système politique grec]*, Athènes, Eksantas, 1989. [Document en grec].

CHARAUDEAU, P. « Une analyse sémiolinguistique du discours ». *Langages*, 29e année, n. 117, 96 – 111. 1995.

CHARAUDEAU P. *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Nathan/Institut national de l'audiovisuel (coll. « Médias-Recherches »), 1997.

CLAUSEN, L. « Localizing the global : ‘domestication’ processes in international news production ». *Media, culture & society*. Sage Publications (Londres, Thousand Oaks et Nouveau Delhi), vol. 26(1). 25-44; 038203. 2004.

CURRAN, J. *Media and power*. Routledge, Londres & New York, 2002.

D'ANGELO P. « News Framing as a Multiparadigmatic Research Program: A Response to Entman », *Journal of Communication*, 870-888, 2002.

DE VREESE, C.H. «News framing: Theory and typology». *Information Design Journal + Document Design* 13(1). John Benjamins Publishing Company, 2005.

ENTMAN, R. M. « Framing Bias: Media in the Distribution of Power », *Journal of Communication* 57, 163-173, International Communication Association, 2007. [Document en anglais].

GAMSON, W.A. & MOGDILIANI, A. “Media discourse and public opinion on nuclear power: A constructionist approach”. *American Journal of Sociology*, vol. 95, no. 1. The University of Chicago Press, 1989. p.1-37. Document disponible en ligne sur <http://www.jstor.org/stable/2780405>, consulté le 06/09/2013.

GROSSE, E.U. *Panorama de la presse parisienne : histoire et actualité, genres et langages*. Peter Lang. Paris. 1994.

GUREVITCH, M., LEVY, M. ROEH, I. «The Global Newsroom: Convergences and Diversities in the Globalisation of Television News », dans le : DAHLGREN P. and SPARKS C. (eds). *Communications and Citizenship: Journalism and the Public Sphere in the New Media Age*. 2006. Routledge. Londres. 1991. [Document en anglais].

HAY, C. « Common trajectories, variable paces, divergent outcomes? Models of European capitalism under conditions of complex economic interdependence ». *Review of International Political Economy*. vol. 11, n. 2, 231 – 262. 2004. [Document en anglais].

JORDAN, A. SCHOUT, J.A. *The coordination of European Governance: exploring the capacities for networked governance*. Oxford: Oxford University Press. 2006. [Document en anglais].

KATZ, E. & LAZARSELD, P. *Personal Influence*. Free Press, Glencoe, 1955. [Document en anglais].

KOENIG, T. *On frames and framing*, présenté lors de la session PCR13 – Methods, Research, Concepts, IAMCR Annual Meeting, Porto Alegre, 25-30 juillet 2004.

KOOPMANS, R., & PFETSCH, B. « Obstacles or motors of Europeanization? German media and the transnationalization of public debate ». *Communications*, 31, 115–138. 2006. [Document en anglais].

KOOPMANS, R. & STATHAM, P. « The transformation of political mobilisation and communication in European public spheres: a research outline ». *Europub.com*. 18/2/2002. [Document en anglais].

LEWANDOWSKI, L. *Etude du discours rapporté dans l'information médiatique à travers la presse écrite et la radio*. Presse universitaire du Septentrion. Villeneuve d'Ascq. 2002.

PLEIOS G., MARTINS A., « EUconomic' crisis? EU integration and management in the Southern European press (Greece and Portugal) ». *9th Conference of ESA "European Society or European Societies"*, Lisbonne, September 3 – 5. 2009. [Document en anglais].

PLEIOS, G. FRAGONIKOLOPOULOS, C. *Τα «Εθνικά θέματα» στη δίνη των ΜΜΕ*. [Les « sujets nationaux » dans le tourbillon des médias]. Sideris. Athènes. 2010. [Document en grec].

PLEIOS, G. (dir.) et al. «Η ελληνική κρίση και το «μέλλον» της Ευρωπαϊκής Ένωσης στον ευρωπαϊκό τύπο». [La crise grecque et l' 'avenir' de l'U.E. dans la presse européenne], *Zitimata epikoinonias*, n. 12-13, Kastaniotis, Athènes, 2011.

REINEMANN C., STANYER J., SCHERR S. et alli. « Hard and soft news: A review of concepts, operationalizations and key findings ». *Journalism* 2012 13: 221. Publié en ligne le 11 novembre 2011.

Document disponible sur <http://jou.sagepub.com/content/13/2/221>, consulté le 2/9/2012. [Document en anglais].

SEMETKO H. A. & VALKENBURG P.M. « Framing European Politics: A Content Analysis of Press and Television News », *Journal of Communication*, 93-109, 2000. [Document en anglais].

SLAATA, T. « Europeanisation and the news media: issues and research imperatives ». *Janvost-the public*. t. 13. n. 1, 5-24. 2006. [Document en anglais].

SNOW, D.A. et alli. Frame Alignment Processes, micromobilization and movement participation”. *American Sociological Review*, vol.51, no. 4 (Aug. 1986), pp.464-481. Document disponible en ligne sur <http://www.jstor.org/stable/2095581>, consulté le 02/09/2013. [Document en anglais].

STRÖMBÄCK J. & DIMITROVA D. « Political and Media Systems Matter. A Comparison of Election News Coverage in Sweden and the United States », *The Harvard International Journal of Press/Politics*, 131-147, 2006. Document en ligne sur <http://hij.sagepub.com/content/11/4/131.short>, consulté le 06/09/2013. [Document en anglais].

TRENZ, H-J. « Quo vadis Europe ? » *Quality newspapers struggling for European unity*. Article présenté dans le cadre de l’atelier “One EU – Many Publics?”, Stirling 5-6 février 2004. [Document en anglais].

7.2. Références journalistiques et autres

COLLETIS, G. Erreur de calcul du FMI ? Ou excès des zéloteurs de l’austérité ? *Le Monde Economie*, 29/01/2013. p.MDE8.

GAUTHERET J. & VITKINE B. « Grèce – Europe : le grand malentendu ». *Le Monde*, 17/11/2011, p.24-25.

LACHEVRE C. « Paris demande la transparence à Athènes », *Le Figaro*, 1-2/09/2011. p.22.

OJD, Association pour le contrôle de la diffusion des médias. BOOK 2012, Presse payante grand public. Edité le 29/08/2013.

PANAGOPOULOS, V. (dir.), *Ιστορικά: Εκλογές 1974-2000* [Histoire : Elections 1974 - 2000]. vol. 23. CH. K. Tegopoulos, Athènes. 2004.

PANAGOPOULOS, V. (dir.), *Ιστορικά: Η αποκατάσταση της δημοκρατίας* [Histoire : La restauration de la démocratie]. vol. 20. CH. K. Tegopoulos, Athènes. 2003.

SIDJANSKI, D. « The role of the European Union in the global crisis ». Onassis.gr. http://www.onassis.gr/enim_deltio/foreign/12/article_1.php, consulté le 8/9/2013. [Document en anglais].

« Timeline – Greece’s debt crisis ». *Reuters.com*.

<http://uk.reuters.com/article/2012/03/08/greece-economy-events-idUKL5E8E8AJT20120308>, consulté le 7/9/2013. [Document en anglais].

« Greek debt crisis : Timeline ». *The Guardian.co.uk*.

<http://www.guardian.co.uk/business/2012/mar/09/greek-debt-crisis-timeline>, consulté le 8/9/2013. [Document en anglais].

« Greek crisis timeline from Maastricht Treaty to ECB bond buying ». *Bloomberg.com*.

<http://www.bloomberg.com/news/2012-09-05/greek-crisis-timeline-from-maastricht-treaty-to-ecb-bond-buying.html>, consulté le 7/9/2013. [Document en anglais].

AFP sur youtube : <http://www.youtube.com/watch?v=R5U3m8PNLdo>, consulté le 05/09/2013.

[http://ekloges.ypes.gr/v2012b/public/index.html?lang=en#{"cls":"main","params":{}}](http://ekloges.ypes.gr/v2012b/public/index.html?lang=en#{), consulté le 04/09/2013.

http://www.lemonde.fr/europe/visuel/2013/02/20/grece-sept-plans-d-austerite-et-maintenant_1835124_3214.html, consulté le 04/09/2013.

<http://www.dassault.fr/contenu.php?docid=2338>, consulté le 04/09/2013.

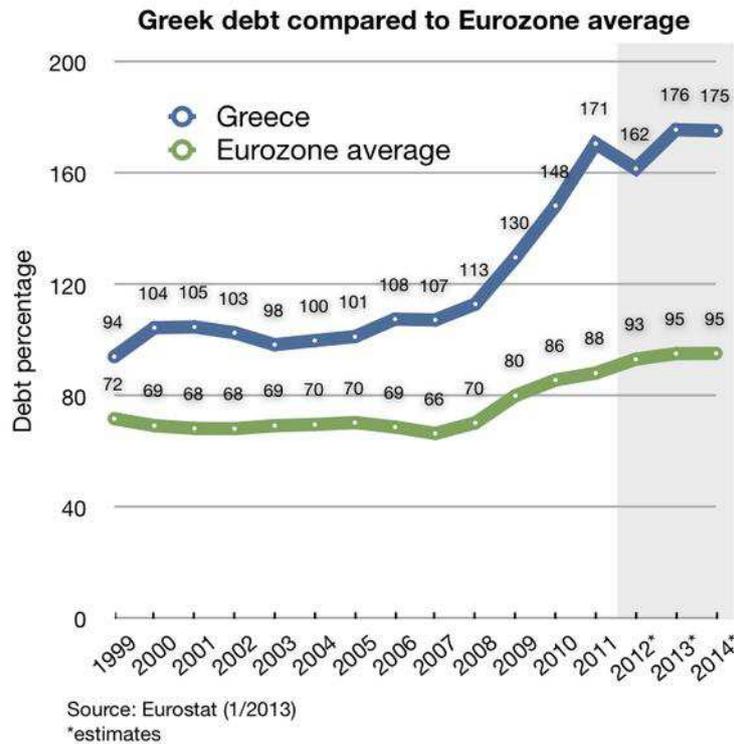
http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/le-trio-berge-niel-pigasse-s-offre-le-monde_234764.html, consulté le 04/09/2013.

<http://www.liberation.fr/medias/010164689-comment-ca-se-passe-a-liberation>, consulté le 04/09/2013.

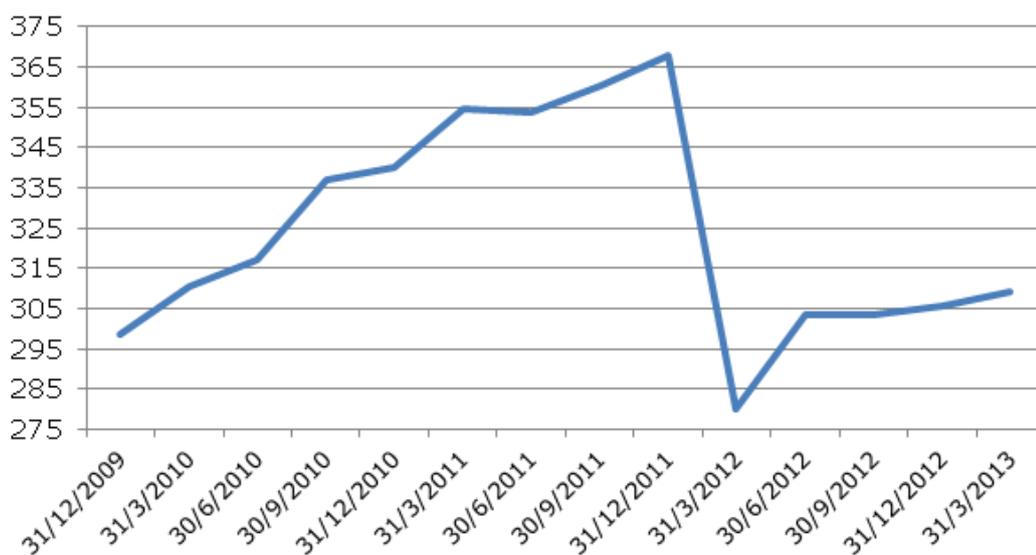
8. Annexes

8.1. Graphiques et tableaux

Graphique 1 : le pourcentage de la dette grecque par rapport à son PIB, comparé avec la moyenne européenne



Graphique 2 : l'évolution de la dette grecque (en milliards d'euro) pendant la crise



Source : Rapport de dette publique, Ministère de Finances de la Grèce

Tableau 1 : cadre principal par journal

Crosstab

			Cadre principal					Total
			Attribution de responsabilité	Conflit	Intérêt humain	Conséquences économiques	Domestication	
Journal	Figaro	Count	34	42	0	17	3	96
		% within Journal	35,4%	43,8%	0,0%	17,7%	3,1%	100,0%
	Monde	Count	43	41	3	14	2	103
		% within Journal	41,7%	39,8%	2,9%	13,6%	1,9%	100,0%
	Liberation	Count	26	30	1	7	1	65
		% within Journal	40,0%	46,2%	1,5%	10,8%	1,5%	100,0%
Total		Count	103	113	4	38	6	264
		% within Journal	39,0%	42,8%	1,5%	14,4%	2,3%	100,0%

Tableau 2 : cadre secondaire par journal

			Cadre secondaire					Total
			Attribution de responsabilité	Conflit	Intérêt humain	Conséquences économiques	Domestication	
Journal	Figaro	Count	18	13	6	20	20	77
		% within Journal	23,4%	16,9%	7,8%	26,0%	26,0%	100,0%
	Monde	Count	11	19	8	28	12	78
		% within Journal	14,1%	24,4%	10,3%	35,9%	15,4%	100,0%
	Liberation	Count	9	13	8	13	6	49
		% within Journal	18,4%	26,5%	16,3%	26,5%	12,2%	100,0%
Total		Count	38	45	22	61	38	204
		% within Journal	18,6%	22,1%	10,8%	29,9%	18,6%	100,0%

8.2. Entretiens en entier

Le Figaro : entretien avec Philippe Gélie, rédacteur en chef du service international (propos recueillis par écrit)

1. La Grèce symbolisait plutôt pour les Français (et les médias dans leur ensemble) une destination de vacances, l'Europe ensoleillée, insouciant et heureuse. La crise a brisé cette image qui est désormais perçue comme la façade trompeuse d'un pays prisonnier de ses propres leurre et mensonges.
2. La cessation de paiement d'un sympathique voisin qui a longtemps vécu au-dessus de ses moyens et cru pouvoir exploiter le système jusqu'à l'abus comme s'il n'en était pas partie prenante.
3. Les deux. Il est clair que la Grèce est frappée par une crise mondiale, mais les effets de celle-ci sont d'autant plus violents et douloureux que la Grèce vivait depuis longtemps sur une fiction économique.
4. L'humain est au cœur de toutes les crises. Blâmer le système n'a pas beaucoup de sens quand on sait qu'énormément de gens profitaient du système qu'ils dénoncent aujourd'hui. En Grèce il y a un problème politique, mais aussi culturel vis-à-vis du rôle de l'Etat et de l'Europe, que nous connaissons aussi à un moindre degré en France.
5. C'est l'essence même de notre travail, expliquer une situation étrangère à un public français. L'expression « pratique standardisée » n'a aucun sens, chaque article doit être exact, clair et intéressant pour ses lecteurs.
6. Il n'y a pas de ligne éditoriale spécifique pour la Grèce. L'opinion que j'ai exprimée plus haut est plus ou moins celle du journal et des journalistes qui le composent. Mais communiquer une opinion n'est qu'une infime partie de notre tâche, plus ou moins réservée aux éditorialistes. Notre travail consiste d'abord à faire du reportage sur place, à raconter des faits et à illustrer des réalités par des exemples. La diversité est là, plus que dans un affrontement idéologique quelconque.

Le Monde : entretien avec Jérôme Gautheret, rédacteur en chef adjoint du service international

1. La Grèce était un pays enterré sous le point de représentation, nous ne voyions pas la Grèce de façon aussi claire et concrète que ce que nous aurions pu. Nous avions toujours des correspondants là-bas et parmi la rédaction, il y avait plusieurs personnes qui connaissaient très bien le pays. Nous voyions surtout la Grèce de point de vue de ses relations avec la Türkiye, du point de vue Chypriote. Au-delà, la Grèce ne pouvait pas qu'être vue à travers le prisme de sa culture. Celle la dernière a été portée par des grandes figures intellectuelles ici en France qui avaient aussi un rapport très fort avec notre journal. Evidemment, nous ne sommes plus dans cette perception.

2. En ce qui concerne la dette, en 2009 la Grèce ne se trouvait pas dans la pire situation en Europe. En revanche, le fait que les comptes étaient truqués et la révélation de l'ampleur du truquage ont eu un effet dévastateur. Généralement parlant, on a eu l'impression que les grecs truquaient depuis longtemps et changer cette impression, il est vraiment difficile. En plus, il y a une perception morale : « ils ont triché, ils doivent payer ». Je pense que cette perception-là est moins forte en France qu'en Allemagne pour des raisons qui tiennent à notre histoire particulière, à notre rapport avec l'Etat et l'absence totale de discipline ici en France. Au moment le plus fort de la crise j'avais rencontré Giscard d'Estaing qui avait aidé à l'entrée rapide de la Grèce dans la Communauté Européenne en tant que président de la République Française. Il m'avait dit qu'en ce moment, l'entrée de la Grèce était très importante d'un point de vue historique mais qu'étant donné du contexte à la fin des années 90, il ne fallait pas qu'elle entre dans la zone euro. Ce témoignage est caractéristique de la perception sur la Grèce jusqu'au moment de la crise. J'ai trouvé les articles dans lesquels « le Monde » applaudissait la rigueur grecque pour passer à l'euro. Nous nous sommes complètement trompés en ce moment-là et nous en sommes modestes. Nous ne voulions pas voir ce qui s'est passé à cause de notre volonté que la Grèce fasse partie de la zone euro.
3. La réponse consiste en plusieurs éléments. La crise est devenue totalement ingérable au moment où Georges Papandréou a annoncé son intention d'effectuer le référendum. Il était assez problématique de constater que la seule façon de sauver la Grèce était de le faire malgré les Grecs. Puis, il y a un problème d'incarnation d'un leader qui peut inspirer la confiance aux marchés, comme Monti l'a fait en Italie. Sans cette confiance aux gouvernements, même à ceux de coalition, la mécanique des marchés qui a rendu cette crise si violente... Je me rappelle qu'au moment de la victoire de la Nea Démocratia aux élections de juin 2012, le soulagement était tel que dans un premier temps nous avons vu Samaras comme leader idéal, juste parce qu'on avait échappé à l'énorme point d'interrogation de Syriza. Le problème est que l'économie est un sens empirique et les solutions sont élaborées aux moments où la crise se présente. Il y n'en avait pas de précédent. Il s'agissait du premier cas où un pays endetté ne pouvait pas dévaluer sa monnaie parce que tout simplement elle était la monnaie commune. D'autres facteurs comme les révélations sur les fraudes fiscales, des aveugles sur l'île de Zante, des piscines qui n'étaient pas déclarées, ont désormais aggravé la perception sur la Grèce de la part de l'Europe et la position des grecs.
4. C'est comme un cancer. Le médecin qui vous fait mal pour que vous aillez mieux après, sans avoir d'autre solution. L'éloignement nous aide à avoir cette perception tandis qu'il est plus difficile à le faire depuis Athènes ou Thessalonique. Ensuite, nous dirions que les grecs avaient profité du système. C'est l'image qu'on a en tant que touristes, que les gens n'ont pas l'air de pauvres. Mais il est vrai que parfois nous caricaturons : toute la Grèce n'est pas comme Mykonos, l'Italie n'est pas la Venise etc.
5. Il est vrai qu'il faut répéter tout le temps des choses que les lecteurs réguliers connaissent bien ; par exemple nous expliquons toujours que le terme « troïka » signifie la Commission Européenne, la BCE et le FMI. Nous redonnons rapidement la chronologie des événements et de faire des analogies avec chez nous. La vie politique grecque avec nombreux partis différents et certains qui apparaissent et disparaissent dans de petites

périodes, n'est pas très loin de celle de la France. La différence la plus importante réside sur le rapport du peuple avec l'Etat. Quant à l'histoire grecque moderne, on sait que le peuple a survécu à côté de l'Etat ou même il s'enrichit sur le dos de l'Etat. En revanche, en France, le peuple c'est l'Etat. En tout cas, l'interlocuteur du Président français est toujours l'Etat grec et pas le peuple. Nous essayons d'expliquer ce point-là, mais nous n'y arrivons jamais de le faire suffisamment.

6. Il y a parfois de différentes approches au sein de l'équipe de rédaction sur certaines questions mais en général nous voulons tous que la Grèce reste dans la zone euro. Nous sommes un journal pro-européen et pro-euro, plutôt libéral en économie mais pas dans un libéralisme absolu et plutôt de gauche sur les questions de la société. Je ne suis pas sûr qu'il y ait une ligne éditoriale. Sur la question du mémorandum, c'est-à-dire s'il fallait assouplir ses critères ou pas, il n'y pas de discussion de fond mais juste le constat qu'il ne marchait pas et qu'il faut désormais en sortir. Comment en sortir ? Soit il fait mutualiser tout, soit on mutualise seulement une partie comme il a été fait, soit la Grèce sorte de l'euro. Cela est un débat qui est suffisamment technique pour ne pas avoir un avis collectif. Ce qui nous semble essentiel est que la stratégie élaborée par la troïka pour la Grèce doit être considérée comme importante pour les autres pays. Ce propos est important pour que les marchés aient confiance à l'Europe qui est une question de principe.

Libération : Entretien avec Marc Semo, rédacteur en chef du service international

1. La Grèce est un pays que notre journal a beaucoup couvert. Moi, notamment, j'y suis allé très souvent. Donc, à bien des égards, on a jamais cru que la Grèce était ce miracle économique d'avant la crise de 2008 / 2009, souvent présenté dans les journaux comme un pays avec un taux de croissance extraordinaire et une économie dynamique. Son entrée dans la zone Euro nous avait un peu surpris. Une chose qui m'a beaucoup frappée quand j'étais en Grèce, c'était à quel point l'économie productive était extrêmement limitée. La Grèce a toujours semblé être à bien des égards un pays à économie parasitaire, artificielle, c'est à dire fondée sur l'injection massive d'argent européen, même si personne n'aurait imaginé que les comptes avaient été trafiqués. C'était une espèce de bulle où se mélangeaient les activités de spéculation immobilière, et des activités tertiaires variées mais sans que la base productive soit clairement identifiée et identifiable. Encore maintenant, on ne sait pas très bien ce que produit la Grèce, pour parler crument. Nous avons aussi beaucoup écrit sur la Grèce, avant même que la crise n'éclate, lorsque les grandes manifestations ont eu lieu après la mort de l'étudiant dans le quartier d'Exarchia, avec la deuxième occupation de l'école polytechnique. Les gens nous expliquaient que c'était encore pire que lors de la dictature des Colonels. En même temps, la Grèce était fascinante, car ce mouvement, d'une certaine façon, anticipait des mouvements similaires qui ont eu lieu dans d'autres pays d'Europe. Ce qui était très frappant, c'était qu'en Grèce, encore plus qu'ailleurs, cette dimension de la génération à 500 Euros était particulièrement forte, révélant une société bloquée, totalement incapable d'intégrer ces jeunes. En outre, au moment où a éclaté la crise, j'avais été en Allemagne,

et alors qu'en France on pensait pouvoir trouver un compromis rapide avec l'Allemagne sur la Grèce, j'avais réalisé à ce moment-là à quel point les Allemands étaient fous de rage contre les Grecs, et notamment sur la question du mensonge. A partir de là, on avait quand même compris que se fier à la Grèce allait être très compliqué, que l'Allemagne allait être extrêmement dure, voire que l'Allemagne était prête à aller jusqu'au bout et pouvait laisser la Grèce faire faillite. Au vu de tout ce qui s'est passé par la suite, rétrospectivement, on peut même se demander si ça n'aurait pas été la meilleure solution pour éviter la contagion de la zone euro. Les différences de discours entre Paris et Berlin sur la réalité de la crise grecque et surtout la manière d'affronter le problème étaient vraiment très frappantes. De ce point de vue-là, on a énormément appris sur la Grèce. Au moment où la troïka avait pris ses premières mesures, comme on en a beaucoup discuté avec notre correspondant à Bruxelles, j'ai été très sceptique. Pour que ces mesures marchent, il fallait encore qu'il y ait un état. Or, la question de fond de la Grèce était l'inadéquation absolue de son appareil d'état à mener une lutte élémentaire pour le rétablissement des comptes publics, sa capacité à faire rentrer l'argent des impôts. Il y avait tous les éléments d'une crise qui était extrêmement grave et sérieuse et d'une certaine façon obligeait, au-delà même des comptes trafiqués par le Pasok et ses successeurs pour l'entrée dans l'euro, à s'interroger sur la réalité même de ce qu'était l'état grec et la société grecque.

2. La seule question qu'on peut plutôt se poser, c'est pourquoi cette crise n'a pas éclaté plus tôt. Je connais bien la Turquie, l'Italie, via nos correspondants, et les différences avec ces pays sont frappantes, alors que ce sont des zones qui ont des économies similaires. Toute une partie de l'économie noire italienne ou turque est certes noire ou grise mais elle est productive. Les Italiens produisent à domicile des chemises qui sont vendues sur le marché européen. Ce sont des économies parallèles, mais bien productives. Par exemple, pour aller jusqu'au bout de l'exemple de l'Italie, le trafic de drogue sicilien, ce n'est pas bien, c'est illégal, monstrueux, bien sûr, mais l'argent qui en découle, est ensuite réinjecté dans la production. Ce qui me fascine, et d'ailleurs que je n'ai pas compris, dans le modèle grec, c'est « où est la production grecque » ! C'est le cœur du problème aujourd'hui. La Turquie avait eu une crise très grave en 2001, avec une cure drastique du FMI, mais on a bien compris comment la Turquie a finalement remonté très rapidement la pente, grâce à une économie productive réelle, une population active. D'autres choses ont joué les syndicats une société plus dure, avec des ressorts familiaux qui font que le choc de l'austérité a pu être plus facilement supporté, mais en même temps, il y a eu un « redépart » très rapide de l'économie productive. Le problème de la Grèce, c'est aussi que c'est un pays qui a été le 1^{er} en déclin démographique : elle a arrêté de faire des enfants depuis la fin du XIX, le début du XX^{ème} siècle. C'est le 1^{er} pays d'Europe (développé) qui ne faisait pas d'enfant.
3. On a assez rapidement compris que c'était un problème sérieux, et nous n'étions pas dupes, notamment via notre correspondant à Bruxelles, à partir du moment où il a commencé à aller en Grèce, sur cette cure imposée par l'UE (sans rentrer dans le débat : est-ce bien ou pas). Rétrospectivement, on se rend bien compte qu'il y a eu des écarts, avec une mouture suicidaire qui a enclenché une spirale déflationniste, qui a enclenché

une récession. Au-delà de ça, la cure était infaisable à cause de la culture et de la société grecques, sa manière d'encaisser les impôts, à cause de l'absence des entreprises capables de prendre le relais. Il ne s'agissait même pas de faire une troïka, il s'agissait à la rigueur, mais c'était politiquement infaisable, de mettre en place un protectorat ou une prise en charge absolue de la Grèce sous une forme d'occupation européenne, ce que certains ont bien décelé et critiqué. La croissance en Grèce a été dopée par la zone euro via la possibilité d'obtenir de l'argent à taux d'intérêt très bas mais il élément qui pouvait assurer l'utilisation effective de cet argent n'était présent. Au delà des erreurs des politiques européens qui n'étaient jamais capables de prendre des décisions rapides et claires au-delà de l'insuffisance structurelle de la classe politique grecque qui n'a jamais brillé ni par son courage ni par l'ampleur de sa vision du futur, tous les éléments d'une espèce de pourrissement étaient réunis. Il y avait alors d'une part des problèmes structurels, d'autre part une cure inadaptée qui a apporté la récession. Il est vrai qu'un pays ne peut pas vivre avec une dette aussi gigantesque mais il fallait essayer de la diminuer d'une manière beaucoup plus lente. Même dans ce cas-là, il y aurait un certain impact social car comme souvent les pays qui se retrouvent brusquement ramenés en réalité par une crise aigue, peu de gens s'interrogent sur les failles et les limites du passé mais ils cherchent à rejeter la faute sur l'extérieur. En Grèce il n'y avait pas les moyens d'avoir cette pacte sociale minimum qui aurait permis de faire passer les réformes. La majorité de Grecs le visait comme un complot des Allemandes, des Européens etc., ce qui d'ailleurs n'a pas contribué à améliorer le climat. Lors de la décote de la dette grecque chaque Européen payait quelques centaines d'euros par tête. La décote était une sorte d'effet de la solidarité des Européens mais les révoltes de la population grecque les ont fait s'interroger « qu'est-ce qu'ils veulent ? » En France cette idée était moins forte qu'en Allemagne grâce au discours « anti-austérité » et grâce au caractère de la France comme le pays parmi les pays occidentaux où le capitalisme est perçus de façon la plus négative. Au-delà ce qui est le plus frappant est que la Grèce était le pays qui a le plus refusé de faire son examen de conscience. Ce discours-là en Grèce est encore extrêmement minoritaire. Le vrai problème : l'incapacité des médias grecs et de la classe politique de mener la réflexion sur ce qui s'est réellement passé. Mener ce type de réflexion sera une chose fondamentale pour l'avenir de la Grèce. Parmi les pays qui ont subi la crise, la Grèce est le pays où cette conscience est la plus limitée. Cela peut être vu comme résultat de la culture de la révolte qui existait toujours en Grèce, du fait que l'Etat est quelque chose d'extérieur, le pays a été toujours opprimé, donc c'est toujours la faute des autres. La plus grande erreur, une erreur historique des Européens était de ne pas autoriser le référendum. Il a été gagnable par Papandréou. Georges Papandréou était le politique grec qui était lucide. S'il l'avait posé la question intelligemment, il aurait pu obliger les Grecs se poser la question « ce qu'ils veulent être réellement ». S'il gagnait ce référendum il aurait la légitimité vis-à-vis des Européens et des Grecs de mettre en place une politique peut-être plus « soft », il s'agirait de refonder le pacte européen. Nos éditoriaux à l'époque n'étaient pas très originaux parce que Papandréou l'a mal présenté mais dans les articles on expliquait les enjeux du référendum.

4. Toute une partie importante de nos reportages était écrite pour raconter les monstrueux coups de main de la politique d'austérité. Nous avons parlé sur comment la famille grecque a fonctionné comme une sorte de refuge, sur le déclin de certains quartiers d'Athènes totalement clochardisés avec tous les magasins fermés etc. Comme une voix de gauche, nous avons bien évidemment écrit sur les effets dévastateurs de la politique d'austérité.
5. On essaie d'expliquer le contexte grec mais en ce moment ce qui intéresse les Français comme projection de nos peurs est le chaos politique, la décrédibilisation totale de la classe politique grecque. Le Pasok par exemple qui est raillé du panorama politique après avoir gouverné pendant des dizaines, pour un journal de gauche, dans un pays gouverné par le Parti Socialiste, ça nous fait réfléchir. L'explosion de l'Aube Dorée pareil et la montée de Syriza de l'autre côté. Dans ce dernier temps, plus que sur la misère de la crise on a plus focalisé les choses sur le contre-coup politique et comment cela peut être un signe d'avertissement par rapport à ce que nous sommes en train de vivre. Routine journalistique d'expliquer les titres de personnes et des partis Mais expliquer aux Français ce qui se passe en Grèce n'est pas très difficile car nous avons beaucoup de similitudes en termes d'imaginaire et des représentations.
6. Il n'y a pas de ligne éditoriale. Nous essayons de faire comprendre et de montrer tout ce que je viens de raconter.